



HAL
open science

Portraits de terroristes.

Caroline Guibet Lafaye

► **To cite this version:**

Caroline Guibet Lafaye. Portraits de terroristes.. Communication [Information Médias Théories]: revue québécoise des recherches et des pratiques en communication et information, 2017, 34 (2), <https://communication.revues.org/7015>. 10.4000/communication.7354 . hal-01520531v1

HAL Id: hal-01520531

<https://hal.science/hal-01520531v1>

Submitted on 10 May 2017 (v1), last revised 10 Dec 2019 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PORTRAITS DE TERRORISTES

Décrire et juger plutôt que comprendre : l'action politique violente vue par la presse¹

Caroline GUIBET LAFAYE²

Résumé : Des terroristes, de leurs motivations et de leurs intentions, nous ne connaissons le plus souvent rien, si ce n'est ce que la presse en expose et en communique. Mis en perspective avec les travaux de sciences sociales sur ces objets, il apparaît que les *media* proposent des portraits et une interprétation des motifs de la violence très sélective, fondée sur la majoration des facteurs psychologiques, et la résorption de la violence politique dans la criminalité de droit commun. Pour mettre en évidence ces épistémologies communes du terrorisme, nous nous appuyons sur des cas d'espèce, en l'occurrence les portraits médiatiques de Jean-Marc Rouillan et des terroristes djihadistes.

Mots clefs : Terrorisme, presse, psychologie, Jean-Marc Rouillan, Abdelhamid Abaaoud.

Abstract: About terrorists, their motives and their intentions, we know mostly nothing, except that the information given by the press. Put into perspective with the social science researches on these objects, the press offer bias portraits and a highly selective interpretation of the reasons for political violence. Psychological factors are overly highlighted and political violence is reduced to common criminality. To describe these naïve epistemologies of terrorism, we will analyse the media portraits of Jean-Marc Rouillan and of European jihadist terrorists.

Key words: Terrorism, press, psychology, Jean-Marc Rouillan, Abdelhamid Abaaoud.

Introduction

Qu'ont de commun l'enlèvement d'Aldo Moro, le détournement de l'avion de la Lufthansa vers l'aéroport de Mogadiscio en octobre 1977 et la destruction des tours du World Trade center en septembre 2001 ? Les auteurs de ces faits sont identifiés comme des terroristes³,

¹ Ce texte est une version longue d'un article publié dans la revue *Communication*, 34/2, Université de Laval, Laval (Canada), 2016, <http://communication.revues.org> [ISSN : 1920-7344].

Nous remercions P. Brochard (CNRS) pour son aide sur le traitement statistique des données de la presse ainsi que ses judicieux conseils et Ph. Marlière (University College London) pour sa lecture attentive et ses encouragements bienvenus.

² CNRS, Centre Maurice Halbwachs, 48 Bd Jourdan, F-75014 Paris ; c.guibetlafaye@wanadoo.fr.

³ La qualification de « terroriste » doit être appréhendée avec discernement. Elle suscite débats et controverses notamment parce que les termes de « terreur, terrorisme et terroriste » n'identifient pas des phénomènes

chacun de ces actes étant porteur d'un message à destination de l'État concerné, respectivement l'Italie, l'Allemagne, les États-Unis. La seule source d'informations et le seul véhicule de connaissance – concurremment avec les propos politiques relayés par la presse – pour la population des pays touchés sont les media (presse écrite, télévisée, media numérique). Or ceux-ci possèdent un pouvoir de labellisation et de (dis)qualification notable. Les représentations qu'ils proposent jouent un rôle fondamental dans la construction des opinions et la détermination des interprétations puisque la connaissance directe est rare. S'opère, à travers ces supports, une « socialisation par les médias, y compris socialisation à des croyances en adéquation avec les attentes générées par une culture donnée. À ce titre, les médias fournissent un environnement englobant, créant un univers de signes qu'il faut interroger en profondeur, constamment, dans une perspective de cognition située ». (Luhmann, 2015) Plus que sur nombre d'autres sujets, l'opinion publique constitue, en l'occurrence, « le médium auquel les médias de masse donnent une forme en focalisant l'attention sur la nouveauté, la quantité et les conflits. » (Luhmann, 2015 ; voir aussi Bugnon, 2011, p. 301) Il s'agira pour nous de déterminer les paradigmes explicatifs mis en avant par les grands quotidiens français pour rendre compte de la violence politique. Y a-t-il des modèles épistémiques récurrents véhiculés par la presse écrite française pour aborder les phénomènes de terrorisme ? Comment s'articulent-ils ? Avec quelle fréquence ? Présentent-ils une stabilité temporelle ?

« La presse et la radio n'utilisent pas n'importe quelles formes pour représenter et consolider l'opinion publique. » (Luhmann, 2015) Un portrait caractéristique du « terroriste » est présenté par les grands quotidiens français, qui convoquent à des décennies d'intervalle des lignes analytiques analogues, des traits similaires ainsi que des mobiles comparables, quelle que soit la cause embrassée par les individus. C'est cette « cognition située » (Laville, 2000) que nous souhaitons analyser et mettre en exergue. La construction du discours médiatique est élaborée de sorte que des éléments de psychologie (mégalo manie, traumatisme infantile par exemple) sont distillés dans une perspective de délégitimation des propositions et des justifications que pourraient proposer les acteurs, pour expliquer des actes, nullement immotivés. Ces portraits ou descriptions stéréotypées sont des instruments politiques de délégitimation, au même titre que le traitement des discours normatifs, émanant des positions décriées.

Pour comprendre le rôle joué par ses portraits dans la construction des représentations, il est requis de les replacer dans le faisceau des motifs explicatifs, suggérés ou proposés par la presse écrite pour comprendre les actes incriminés. Dans ce qui suit, nous interrogerons la lisibilité médiatique du caractère politique de la violence identifiée comme terroriste et son éventuelle évolution, au fil des décennies, sur deux cas politiquement très distincts. Pour ce faire, nous proposerons d'abord un aperçu des théories visant à expliquer la violence politique puis nous dessinerons l'épistémologie implicite véhiculée par la presse écrite pour saisir cette violence, en analysant les portraits proposés de Jean-Marc Rouillan (Action Directe) et Abdelhamid Abaaoud (État islamique). La mise en perspective du traitement médiatique d'acteurs qualifiés de terroristes, dont les actions sont séparées par 30 années, permettra de souligner la convergence des motifs explicatifs de leurs actes, d'une part, et l'exclusion systématique de l'explication par les facteurs sociaux et politiques, d'autre part. La convergence des modèles épistémologiques, sous-jacents à une posture politique de rejet systématique des actes présentés, apparaîtra ainsi de façon manifeste, quelle que soient les orientations politiques assumées par les quotidiens étudiés (la droite pour *Le Figaro*, la gauche pour *Libération*).

causalement cohérents et socialement distincts mais des stratégies qui adviennent à travers une large variété de situations politiques et avec des acteurs hétérogènes (voir Tilly, 2004, p. 5 ; voir aussi Rapin, 2008).

1. Expliquer la violence politique

1.1 METHODOLOGIE

Afin de saisir les archétypes de la description du terroriste¹ dans trois grands quotidiens français, nous avons procédé à une analyse de contenu visant « une description objective, systématique et quantitative du contenu manifeste de la communication » (Berelson, 1952 ; voir aussi Mucchieli, 1991, p. 123). L'analyse permet ainsi d'accéder au sens, à travers le texte ou discours manifeste, en vue de dépasser la simple description et d'établir des inférences (voir Brieu et Lebas, 1978). Nous appliquerons cette méthode aux messages écrits proposés par trois grands quotidiens français², afin de proposer une étude des représentations sociales véhiculée par la presse ainsi que de leur dynamique (voir Negura, 2006).

L'analyse approfondie de contenu, ne convoquant aucune méthode informatique, a permis d'établir une cartographie systématique des mobiles mentionnés pour expliquer les atteintes aux biens et surtout aux personnes, commises par Action Directe (AD) et, en particulier par Jean-Marc Rouillan, ainsi que de la trajectoire biographique de ce dernier. Le cas AD présente plusieurs avantages : les membres sont bien connus ; ils ont produit des textes permettant de mettre en perspective ce qui est dit d'eux avec les raisons qu'ils donnent de leurs actions ; la justice a mené plusieurs procès les impliquant ; la presse a largement documenté leurs actions : la base de données Europresse³, remontant aux années 1970, propose 7.877 articles de quotidiens nationaux, évoquent AD dont 2.755 sont tirés du *Monde*. Concernant Jean-Marc Rouillan, les chiffres sont respectivement de 2.565 articles et de 347. Nous avons privilégié les articles du *Monde* (Md.), reconnu pour sa position médiane sur l'échiquier politique. *Le Figaro* (L.F.), en revanche, propose des descriptions volontiers caricaturales et systématiquement à charge ; *a contrario*, *Libération* (Lib.) témoignait, jusqu'au début des années 80, d'une certaine indulgence à l'égard d'AD. *Le Monde* est en outre le quotidien dont les archives sont les plus aisément accessibles via la base de données d'Europresse, dès les années 1970-80, ce qui permet la constitution d'un corpus sur plus de 40 ans. Sans nous restreindre à une période, nous avons sélectionné, sur la base Europresse, tous les articles mentionnant de façon pertinente Jean-Marc Rouillan ou Abdelhamid Abaaoud. 7.798 articles des quotidiens francophones mentionnent Abaaoud. 72 ont été publiés dans le *Monde*. L'étude documentaire a été complétée par des entretiens semi-directifs avec les journalistes rédacteurs des époques étudiées.

Bien que les organisations dont Rouillan et Abaaoud sont membres aient pour point commun de s'attaquer aux structures du pouvoir, dans des États occidentaux, elles semblent – tout comme leurs membres – n'avoir rien en commun : les idéologies sont antinomiques, les revendications sans commune mesure, elles opèrent avec 30 ans d'écart, les actes des seconds sont placés sous le signe de la religion par leurs interprètes⁴, le contexte international a évolué⁵. Jean-Marc Rouillan appartient au noyau historique d'Action Directe dont la première action revendiquée date du 1^{er} mai 1979 et dont les membres de la branche internationaliste sont arrêtés le 21 février 1987. Abdelhamid Abaaoud rejoint les rangs de l'État islamique (EI) en 2013 et a participé – peut-être commandité – les attaques du 13 novembre 2015 à Paris et en

¹ Jean-Marc Rouillan se décrirait comme un révolutionnaire ou un « communiste révolutionnaire » (voir AD, 1982), Abdelhamid Abaaoud comme un soldat de Dieu (voir la vidéo de revendication de l'attaque de Charlie Hebdo du 7 janvier 2015 par A. Coulibaly ; http://www.lexpress.fr/actualite/societe/justice/attentats-de-paris-1-enquete-devoile-les-mysteres-de-coulibaly_1661327.html). Sur ces nuances, voir Murer (2003, p. 14).

² Pour des travaux de référence dans le domaine, voir Laswell, 1942 ; Janes, 1958.

³ www.bpe.europresse.com.

⁴ Les organisations islamistes sont décrites comme religieuses plutôt que politiques, quoique cette qualification doive être nuancée à la lumière des revendications des auteurs.

⁵ Bien que la polarisation de l'espace politique international avec l'existence du bloc soviétique à l'époque d'AD ait disparu, d'autres formes de polarisation y ont toutefois succédé.

Ile-de-France. Le projet d'AD est communiste et anti-impérialiste. L'EI repose sur une idéologie salafiste, dans une logique millénariste et à visée impérialiste. Nous avons choisi de mettre en perspective les discours et représentations relatives à ces deux auteurs pour souligner les constantes du discours médiatique.

La convergence des facteurs explicatifs convoqués par les quotidiens mentionnés, pour expliquer les actions des deux acteurs – dont les actes s'inscrivent à la fois dans des contextes sociopolitiques distincts et dont l'investissement signifiant est sans commune mesure –, permet de mettre en évidence la prééminence des facteurs subjectifs et pathologiques – sur les facteurs sociaux – dans les explications privilégiées par ces quotidiens. Cette convergence interprétative et épistémologique appelle un regard analytique et critique.

Si l'on considère le terrorisme lié à l'islam et pas seulement les actions perpétrées par A. Abaaoud, les faits (atteintes aux biens puis atteintes aux personnes, pour AD) se sont prolongés sur plusieurs années¹. Les inculpés ont ensuite connu plusieurs procès avec des grèves de la faim. Ils ont enfin, pour J.-M. Rouillan, N. Ménigon et J. Aubron, bénéficié de libération conditionnelle. En revanche, pour Abdelhamid Abaaoud, les articles – dont la profusion est remarquable – se concentrent sur trois mois. Dans les deux cas, le corpus a été enrichi, lorsque cela était nécessaire, d'articles évoquant le profil d'autres personnes impliquées dans les faits (la fratrie Abdeslam, Jawad Bendaoud, Hasna Aït Boulahcen, les frères Kouachi). Le corpus constitué a été exploré à partir d'un codage thématique et d'une analyse de contenu classique, visant à mettre en évidence, d'une part, les motifs explicatifs du recours à la violence et, d'autre part, à identifier les traits caractéristiques des portraits dressés des protagonistes d'AD, en particulier de Jean-Marc Rouillan. La récurrence des motifs mis en lumière, au fil des décennies, fait apparaître des constantes remarquables, archétypiques. Avant d'aborder la presse, envisageons d'abord les paradigmes épistémiques, mis en évidence par les sciences sociales pour comprendre la violence politique.

1.2 MODELES INTERPRETATIFS DE LA VIOLENCE POLITIQUE

La violence de type insurrectionnel ou revendiquant un contre-pouvoir a été analysée, en sciences sociales, à partir de plusieurs approches, privilégiant chacune des mobiles distincts. Les approches psychologiques, proposant des raisons ancrées dans le développement personnel des acteurs (troubles de l'enfance, troubles de la personnalité), conduisent à réduire la violence à un phénomène de déviance sociale, s'expliquant par la personnalité pathologique de ses acteurs (Post, 1984 ; McCauley, 2002 ; Moghaddam, 2005 ; Horgan, 2005 ; Silke, 2008). Une revue approfondie de la littérature (Ruby, 2002) suggère que les approches convoquant un modèle psychodynamique interprètent le terrorisme comme l'effet d'un dysfonctionnement ou d'un désordre structurel de la personnalité. Les terroristes seraient des personnes « dérangées », folles ou démentes, ayant un sens du moi perturbé (voir Feuer, 1969 ; Kent et Nichols, 1977 ; Post, 1984, 1986, 1987).

Selon les théories, on distingue des profils de terroristes. À « l'anarchiste idéologique », sujet à des difficultés de structuration psychologique, ayant émergé dès l'enfance et qui le conduisent d'abord à une révolte contre le père, puis contre les valeurs sociales auxquelles adhère ce dernier, on oppose le « nationaliste sécessionniste » (Post, 1984). Existente également des tripartitions distinguant le leader, l'opportuniste, l'idéaliste (voir Strentz, 1981). L'approche psychologique a toutefois été mise en question, sur le fondement de travaux empiriques, soulignant l'absence d'anormalité ou de prédispositions psychologiques chez les acteurs concernés (Rasch, 1979, p. 80² ; Silke, 1998 ; Ruby, 2002 ; Sageman, 2004, p. 91 ;

¹ Les actes commis par M. Merah en 2012 dans le sud de la France ont été revendiqués par l'organisation Jund al-Khilafah (les soldats du Califat), liée à Al-Quaïda.

² Psychiatre qui a examiné les membres de la Fraction Armée Rouge (RAF).

Horgan, 2005, p. 75-77) aussi bien que par l'approche fondée sur les principes d'apprentissage social (Bandura, 1977), voyant dans le terrorisme le résultat d'influences sociales et d'expériences d'apprentissage uniques (Cooper, 1976), plutôt qu'un phénomène pathologique.

Les théories de l'apprentissage social – qui ne voient pas dans le terrorisme en une activité psychologique anormale – s'illustrent aussi bien dans la théorie de l'agression (Bandura, 1973) que dans celles du conditionnement cognitif du comportement (Saper, 1988). Elles inscrivent, dans le cadre social, des motifs psychologiques également convoqués par les théories de la frustration relative (Runciman, 1966 ; Gurr, 1970 ; Berkowitz, 1989, 1993). Toutefois la frustration ne devient un mobile d'action et un ferment de violence collective¹ *qu'à condition* que les acteurs soient entrés dans un processus de politisation, cette entrée étant conditionnée par d'autres facteurs que la frustration, tels que des justifications normatives et utilitaristes, un certain rapport de forces entre les opposants et l'ordre légitime, des facteurs environnementaux (Gurr, 1970). La logique de la frustration est en outre excessivement générale (Crettiez, 2011) et empêche de comprendre les ressorts de l'engagement individuel car elle ne répond pas à la question : pourquoi certains seulement passent à l'action quand tant d'autres, en situation similaire, ne le font pas ? Comme la précédente, l'approche psychosociale – et en particulier le modèle de Gurr (1970) – a été invalidée empiriquement au début des années 1980, notamment par les travaux d'Edward Muller et Mitchell Seligson (1987 ; voir aussi Kampf, 1990).

Lorsqu'elle n'est pas considérée comme le produit d'un profil pathologique et déviant ou de la frustration relative, la violence politique est conçue comme un processus, résultant d'action collective et de mobilisation des ressources. Délaissant ces perspectives psychologisantes et normatives, la théorie de la mobilisation des ressources s'appuie sur l'individualisme méthodologique, hérité de la théorie olsonienne de l'action collective (Olson, 1965). Elle appréhende l'action humaine en termes de calculs rationnels². Cette troisième approche est opératoire aussi bien à un plan micro-, méso- que macrosocial (voir Tilly, 1978 ; Della Porte, 1995). Elle conduit, au plan macro-analytique, à considérer la structure des opportunités politiques pour comprendre les facteurs influençant les choix stratégiques des acteurs collectifs ; au plan méso-analytique, à envisager les dynamiques internes des différentes organisations³ ; au plan micro-analytique, à s'intéresser aux motivations des acteurs et aux processus par lesquels ils attribuent du sens aux événements. Ce modèle a été utilisé pour envisager les violences attribuées à Al-Qaeda ou au Jemaah Islamiyah (voir notamment Wiktorowicz, 2004). Les modèles séquentiels (Brinton, 1938) expliquent le surgissement de la violence à partir de l'intensification des conflits de classe et la crise de légitimité du pouvoir.

Enfin, les approches en termes de choix rationnel et de stratégie (voir Braud, 1993 ; Bozarslan, 2003b, p. 94 ; Bronner, 2001, p. 140) considèrent le recours à la violence comme un choix rationnel, appréhendent le contexte comme un facteur influençant les options stratégiques des acteurs et identifient les ressources spécifiques, mobilisées par ces derniers, en fonction de leurs interactions avec le pouvoir (voir Rapin, 2008, p. 198). La violence intervient à titre de moyens, dans une logique où des fins spécifiques sont visées. Elle sera alors moins expliquée à partir des dynamiques organisationnelles internes des groupes, celles-ci ne constituant alors plus le principal facteur explicatif de leurs orientations stratégiques (Rapin, 2008, p. 199). Dès lors, le terrorisme apparaît moins comme un acte pathologique que comme

¹ La théorie de la privation relative est sensée pouvoir expliquer *toute* forme de violence collective, y compris les guerres civiles, en recourant à une modélisation susceptible d'être testée empiriquement (voir Rapin, 2008, p. 192).

² La théorie de la mobilisation des ressources s'est déployée en vue de récuser les interprétations – comme celles du « comportement collectif » et de la « frustration relative » – envisageant les attitudes contestataires comme émotionnellement surdéterminées et, à ce titre, comme empreintes d'*irrationalité* (voir Mathieu, 2004, p. 564)

³ À ce plan, sont saisies notamment les contraintes qui pèsent sur l'organisation clandestine et qui influencent ses orientations.

un comportement rationnellement stratégique, fondé sur la croyance acquise que la violence est un moyen efficace et moralement justifié de parvenir à des buts politiques (Crenshaw, 1988, 1992, 2000). Les théories du choix rationnel, lorsqu'elles sont mobilisées pour expliquer l'action individuelle, présentent toutefois des limites, dans la mesure où les individus sont souvent contraints d'agir comme ils le font, en raison de pressions explicites ou implicites, telles la force de la « prise de rôle » dans des groupes soudés (voir Chakrabarty, 2000 ; Fillieule, 2012, p. 40).

Toutes ces approches n'ont cependant pas la même portée heuristique. Ainsi les modèles psychopathologiques et ceux s'appuyant sur la frustration relative visent surtout à disqualifier les terroristes et à occulter la composante politique du phénomène de la violence extrémiste (Rasch, 1979, p. 79-80). Notre propos visera, à partir de l'étude systématique des articles de grands quotidiens français, à identifier les approches les plus souvent mobilisées par ceux-ci, c'est-à-dire l'épistémologie implicite que véhicule l'analyse grand public des actes dits terroristes, ainsi que celles auxquelles il est fait le moins allusion. Il s'agira en outre de comprendre pourquoi certaines approches sont privilégiées, alors que d'autres sont évitées ou écartées.

2. Profil pathologique et criminalité de droit commun : l'exemple Rouillan

Les facteurs explicatifs du recours à la violence politique se distribuent selon quatre axes, selon qu'ils sont individuels, sociaux, endogènes à l'organisation ou exogènes. Chacun correspond à l'un des niveaux, dont les sciences sociales (Della Porta, 1995) ont montré que leur intégration dans une analyse multivariée – articulant les niveaux macrosociologique (tenant compte de la structure des opportunités politiques), méso- (*i.e.* l'étude des organisations mobilisatrices de ressources) et micro- des dispositions des militants et des processus individuels de radicalisation – était requise pour comprendre l'engagement radical.

Ces facteurs peuvent être appréhendés à partir d'un traitement statistique exploratoire. Pour le réaliser, nous avons volontairement restreint le corpus concernant J.-M. Rouillan de l'apparition d'AD aux années 1990 car la seule mention de son nom ultérieurement n'est pas pertinente pour saisir les paradigmes interprétatifs du geste terroriste, dans la mesure où après le dernier jugement d'AD, son nom peut être évoqué dans des contextes ne traitant pas spécifiquement des actions menées par cette organisation. Ainsi nombre d'articles, où sont mentionnés des arguments à décharge des prisonniers d'AD, n'évoquent nullement les motivations des actions pour lesquelles ils ont été inculpés. Les paradigmes que nous analyserons ci-dessous coïncident avec des champs sémantiques précis. Les paradigmes psychologisant, social, exogène, politique, de la criminalité de droit commun ont été construits respectivement pour J.-M. Rouillan à partir de 141, 69, 92, 124, 114 mots pertinents, susceptibles de les illustrer, et pour A. Abaaoud à partir de 135, 33, 82, 43, 90 mots (voir annexe)¹. Le champ sémantique du religieux, pour ce dernier, a été établi à partir de 46 mots caractéristiques.

Description sémantique de cinq paradigmes interprétatifs

Paradigmes	J.-M. Rouillan	A. Abaaoud
Psychologisant	400	1.539
Social	518	247
Exogène	925	3.062
Politique	1.196	288

¹ La liste des mots est disponible sur demande.

Si ce repérage des mots propose quelques indications, il ne présume pas du contexte dans lequel ils sont utilisés ni du référent qu'ils désignent. De ce fait, il ne serait pas pertinent de s'en tenir à une simple analyse quantitative. Une analyse qualitative du contexte d'apparition des mots retenus est indispensable, dans la mesure où ce sont la présentation des faits, les tournures de phrase (*i.e.* le contexte sémantique), les commentaires des journalistes qui sont signifiants, pour saisir la prégnance d'un paradigme plutôt que d'un autre¹. Dans cette lecture, nous porterons attention aux trois niveaux de l'analyse sémantique que sont les épisodes narratifs du récit, la mise en scène des actants, la narration incluant propositions argumentaires et thèses présentées pour convaincre l'interlocuteur (voir Demazière et Dubar, 1997).

2.1 FACTEURS INDIVIDUELS

2.1.1 L'approche psychologisante

Les facteurs explicatifs les plus convoqués par la presse écrite pour expliquer la violence politique et les trajectoires des militants sont principalement d'ordre individuel, en particulier psychologique, comme l'ont confirmé les entretiens semi-directifs menés avec les journalistes de l'époque. Sur ce point, l'analyse qualitative des articles fait surgir des résultats difficilement saisissables par le seul traitement statistique des données. L'approche psychologisante (voir Post, 1984) se décline alors en termes de traumatisme personnel originaire, de pathologies individuelles, de travers psychologiques, de déviances pathologiques pour culminer ultimement dans la « dérive » de destins individuels.

Le caractère individuel, semblant décrire des profils typologiques caractérisés, est présenté par la presse comme un facteur expliquant l'adhésion à la violence, qu'il soit question de bêtise², d'immatunité, de marginalité³ ou de contradictions individuelles⁴. Ainsi *Le Monde* rapporte indistinctement qu'« À la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), il n'est alors pas rare que l'on évoque "les crétins d'AD". »⁵ Le journal s'étonne de ce que « ce professionnalisme de la clandestinité, ce parcours presque sans faute – au moment de la capture de Vitry-aux-Loges [...], – contrastent curieusement avec une *frappante immaturité* politique, voire psychologique. »⁶ Le mobile de l'action – que l'on trouve à l'origine de l'explication de bien des actes qualifiés de terroristes – de Rouillan à Merah et à Abaaoud –, serait la *fascination*, en l'occurrence celle de « l'image du "combattant révolutionnaire". »⁷

Plus fondamentalement, l'histoire individuelle et personnelle est donnée comme une clef de compréhension des actes commis. Ainsi « l'histoire personnelle du fondateur d'Action directe, Jean-Marc Rouillan, confident et ami du militant antifranquiste Puig Antich, bouleversé par la mort de ce dernier qui a subi le supplice médiéval du garrot en Espagne en 1974, explique

¹ Sur la technique de SO-A (*semantic orientation of semantic association*), voir Turney et Littman, 2003. Pour un exemple de ces analyses sur la presse, voir Andre, 2008.

² *Md.*, 10/12/2007.

³ « marginaux enfermés dans un romantisme noir » (*Md.*, 16/01/1989) ; « marginaux rescapés de mai 1968 » (*L.F.*, 25/09/1980).

⁴ *Md.*, 16/01/1989. Voir aussi pour Hasna Aït Boulahcen, *Md.*, 23/11/2015.

⁵ *Md.*, 10/12/2007.

⁶ *Md.*, 11/01/1988.

⁷ *Md.*, 26/07/1982 ; *Md.*, 13/08/1982.

en partie cette dérive. »¹ La place conférée à la parole d'experts psychiatres (comme le docteur Dubec) – plutôt qu'à des experts d'autres horizons, criminologiques, graphologues, balistiques, médecins légistes, etc. – confirme cette orientation. L'évocation de cette scène originaire se voit inscrite dans une interprétation psychologisante, en termes de traumatisme, alors même qu'elle pourrait être appréhendée, dans une perspective de théorie de l'apprentissage social, comme une expérience unique conduisant ses témoins à une compréhension renouvelée du monde et de leur rôle dans celui-ci, forgeant des traits de caractère fonctionnel ou des tendances comportementales (voir Bandura, 1973, 1977).

Même lorsque l'explication par le traumatisme originaire semble faire défaut, le paradigme psychopathologique peine à céder le pas² :

« Faut-il dire adieu au mythe d'un homme venu au terrorisme à cause d'une *petite enfance difficile et d'une adolescence malheureuse* ? Là encore, le docteur Dubec a été clair : Rouillan a eu "une enfance particulièrement tranquille et heureuse". Et, s'il est venu au militantisme antifranquiste vers l'âge de dix-sept ans puis au terrorisme, c'est *pour être en accord avec ses idées*. »³

Le paradigme psychopathologique s'illustre de façon multiple, qu'il soit question de possession⁴, d'insoumission⁵, de pathologie maniaco-révolutionnaire⁶, d'infantilisme social et affectif⁷, de désespoir⁸ et, pour les femmes, de passion amoureuse (voir Bugnon, 2015, p. 555)⁹. Il trouve un écho dans la littérature psychologique, brandissant l'incitation « escapiste » à la violence (Nikolski, 2010), et s'approfondit, lorsque la pathologie est explicitement introduite dans l'analyse médiatique, qu'elle soit phobie¹⁰, « pathologie de la communication »¹¹, délire¹², folie (voir aussi Bronner, 2001, p. 139). Elle demeure néanmoins toujours présentée comme sans issue. Ainsi Jean-Marc Rouillan est dépeint par *Le Monde* dans les années 1980 comme « un militant muré dans son militantisme, un guerrier inguérissable. »¹³

Ces « mutants »¹⁴ sont passés dans un autre monde, celui de la monstruosité et de l'irrationalité. Seules ces dernières pourraient expliquer leurs actes, quand bien même ce dernier motif n'expliquerait précisément rien (voir infra 3.1).

« mon seul souhait serait que ce drame dont on se demande *si vous en avez été des acteurs conscients ou des funambules* vous conduise à une révision déchirante de votre culture politique, pour ne pas dire de votre culture tout court. » [M. Galiber d'Auque, avocat] »¹⁵

¹ *Md.*, 08/12/2001.

² Quand bien même l'absence de pathologie mentale est attestée par les experts (voir *Lib.*, 11/01/1989 ; *France Soir*, 18/11/1993). La disparition de la mère, pour Nathalie Ménigon, est présentée par ces quotidiens comme un facteur explicatif (*L'Humanité*, 18/02/1988). Dans son cas, le traumatisme, investi du statut d'élément déclencheur, serait sensé expliquer la radicalisation politique (voir *Md.*, 19 février 1988). De même, on souligne les ruptures familiales dans le cas de Joëlle Aubron (voir *L'Humanité*, 10/01/1989).

³ *Md.*, 25/02/1988, nous soulignons. Pour Frédérique Germain, appartenant à la mouvance d'AD, voir *Md.*, 25/02/1988.

⁴ *Md.*, 09/01/1989.

⁵ *Md.*, 16/09/1980.

⁶ *Md.*, 11/01/1989.

⁷ *France Soir*, 18/11/1993.

⁸ *Md.*, 08/12/2001 ; *Md.*, 11/01/1988.

⁹ *Md.*, 25/02/1988.

¹⁰ *Md.*, 25/02/1988.

¹¹ *Md.*, 26/07/1982. Sur l'identification du terrorisme à une pathologie de la communication, voir Derrida (2003) et Cobast (2004).

¹² *Md.*, 24/02/1987 ; *Md.*, 19/01/1988.

¹³ *Md.*, 24/02/1987. L'explication pathologisante a pour objet aussi bien l'individu que l'organisation elle-même.

¹⁴ *Md.*, 08/12/2001, « Des terroristes oubliés ».

¹⁵ *Md.*, 16/01/1989.

La dénonciation sur le mode de la folie devient récurrente en particulier après les assassinats de R. Audran (25 janvier 1985) et de G. Besse (17 novembre 1986). Les « marginaux isolés » sont renvoyés à leur folie – folie plus politique que psychiatrique toutefois (Bugnon, 2011, p. 362). Pourtant l'analyse sociologique interactionniste suggère que des décisions, des prises de position ou des actes qui pourraient paraître fous, héroïques, fatals ou barbares peuvent être « le produit de réactions ordinaires, de la rationalisation des premiers petits déplacements accomplis, ou des tentatives de retrouver la maîtrise d'un jeu perturbé par d'autres » (voir Collovald et Gaiti, 2006, p. 34).

Sans se porter jusqu'à la monstruosité, l'image qui domine la presse est celle de la dérive individuelle, exprimant dans une métaphore la déviance sociale que représente l'acte violent : « Ce n'était donc que cela, Action directe, *cette poignée de destins à la dérive* »¹.

Ces évocations reposent sur un principe faisant de la psychologie individuelle un facteur explicatif privilégié d'actes commis, pourtant revendiqués par leurs auteurs comme des actes politiques (et par d'autres, plus tard, comme des actes politico-religieux). L'approche psychologisante a vocation à dépolitiser l'action des inculpés ou des mis en cause. La légitimation de l'analyse psychologique se voit portée par un expert, en l'occurrence un psychiatre à qui une tribune est offerte (voir supra)². La référence à l'expertise joue un rôle cardinal car celle-ci possède une fonction légitimante, contribuant à conférer « une caution scientifique à un jugement normatif » (Castel, 1981, p. 124). L'action politiquement revendiquée est résorbée dans une expression et un travers pathologiques³.

L'accent n'est pas seulement placé sur le motif psychologique au détriment du facteur politique. Il est également convoqué pour suggérer que le politique, concernant ces groupes, n'est qu'un produit du psychologique. *La violence politique est présentée comme le produit d'individualités à la dérive*. Évoquant la « radicalisation idéologique et militaire » d'AD, suite à son rapprochement politique et stratégique avec la Fraction armée rouge (RAF), Bertrand Le Gendre et Edwy Plenel soulignent, dans un texte où tous les éléments précédemment mis en lumière se concentrent :

« Ce “nouveau terrorisme”, [...] l'ultime épisode d'itinéraires individuels plutôt que collectifs, de dérives personnelles aux alibis idéologiques jusqu'ici confus. Telle est l'étape présente de cette aventure isolée de *quelques activistes, que leur détachement du réel rend plus déterminés*. [...] C'est l'époque aussi des *bandes autonomes*, qui animent les fins de manifestation mouvementées où des “*éléments incontrôlés*” – et parfois manipulés – se donnent, de bagarre en pillage, l'illusion d'une révolte. C'est cette atmosphère plutôt délétère qui sera, en quelque sorte, la marraine d'Action directe. C'est sous ses auspices que se retrouveront de jeunes autonomes, *sans repères ni expérience militante, et quelques rescapés* de deux groupuscules clandestins : les Groupes armés révolutionnaires internationalistes (GARI) et les Noyaux armés pour l'autonomie populaire (NAPAP). [...] Cette *absence de véritables filiations et d'enracinements* explique sans doute la suite : la *dérive* pour certains vers une *radicalisation croissante*, dans une *spirale sans issue*. »⁴

Au fil des années, concernant AD au moins, se dessine une évolution chronologique de la nature des arguments mobilisés pour expliquer les actes. La référence psychologique paraît plus intense du fait de la place que ce motif a pris notamment à partir des années 1980 en France (voir Fassin et Rechtman, 2007). La prééminence conférée à l'interprétation

¹ *Md.*, 11/01/1988.

² Un sommet du genre est proposé par l'article de Dubec à propos de M. Merah – où Rouillan lui est associé – : « Mohammed Merah n'est pas un héros » (*L.F.*, 29/03/2012).

³ *Md.*, 24/02/1987 ; *Md.*, 19/01/1988.

⁴ *Md.*, 14/02/1985. Cette interprétation se retrouve dans l'un des portraits stéréotypés proposés du cofondateur d'AD (voir *Md.*, 13/08/1982).

psychologisante, loin d'être anecdotique, est sous-tendue par des enjeux politiques. L'identification des acteurs de la violence politique comme des déments ou des fous, au même titre que l'interprétation de leurs actes par la psychodynamique, tend à occulter les conditions politiques, culturelles, structurelles et socio-économiques de cette violence. Récusant que le terrorisme soit le fait de personnalités dysfonctionnelles ou pathologiques, d'autres approches montrent que ce phénomène constitue une forme de violence militaire, assumée par des individus rationnels, lucides, portés par des motivations politiques valides, mais n'ayant pas accès aux moyens armés conventionnels. L'action violente constitue alors une stratégie visant à forcer les gouvernements, par des moyens non conventionnels, à changer des politiques jugées injustes (voir Ruby, 2002, p. 25). Cette violence apparaît alors comme une forme apprise d'action politique, facilitée par le contexte social et se perpétuant par des rétributions intrinsèques, par l'influence du groupe et d'autres forces psychosociales, ce que la presse manque très largement de mettre en scène.

2.1.2 Le facteur politique

Alors que les années 1980-90 et le journal *Le Monde* placent au premier plan le facteur psychologique dans l'explication de la violence politique, les années 2000 laissent entrer avec plus d'insistance le facteur politique parmi les raisons des acteurs. Durant la première tranche temporelle, on identifie un idéal¹, une mythologie personnelle, facilement imputable à la jeunesse des acteurs, comme source explicative possible de leurs actes. La reconnaissance d'un « engagement total » (Yon, 2005, p. 138 ; Sommier, 2012) et d'une décision politiques demeurent, sur l'ensemble de la période, quantitativement très sous-représentés, dans l'analyse médiatique, eu égard à l'ensemble des autres facteurs évoqués. Elle n'intervient que très tardivement, dans les années 2000, et trouve une place plutôt dans les quotidiens de gauche. Cette posture traduit la convergence des perspectives judiciaires et médiatiques puisque « l'affirmation de leur identité politique [pour AD] n'a jamais été reconnue ni – selon toute logique – du point de vue institutionnel, *ni sous la plume des journalistes.* » (Bugnon, 2011, p. 522)

L'exposé du motif politique mérite également qu'on s'y arrête. En effet, l'intrusion du politique s'opère soit à partir de propos rapportés des acteurs, qu'ils identifient leur existence à une trajectoire politique², expliquent leur recours à l'action violente³ ou leur engagement⁴, soit dans les commentaires des journalistes qui présentent la lutte armée comme *conséquence logique de la doctrine* assumée par les acteurs, une violence requise par le processus révolutionnaire⁵.

« [...] Parmi ces jeunes [de mai 68], certains plus radicaux que d'autres vont sauter le pas et verser dans la lutte armée. “*Pour eux, les débats ne suffisaient plus : il s'agissait de soumettre les théories révolutionnaires à l'épreuve des faits, quitte à prendre les armes*”, explique Christophe Bourseiller, auteur de *Histoire générale de l'ultra-gauche et Extrêmes gauches* : la tentation de la réforme. »⁶

¹ « L'élimination physique comme moyen de parvenir à la société dont ils souhaitent l'avènement » (*Md.*, 17/01/1989 ; « les débuts idéalistes » d'AD (*Md.*, 10/12/2007).

² Pour Nathalie Ménigon, voir *Md.*, 18/11/1993, et l'interview de Jean-Marc Rouillan (*L'Humanité*, 09/03/2001).

³ Joëlle Aubron : « “Utiliser la lutte armée me semblait tout à fait nécessaire pour qu'avance un processus révolutionnaire.” » (*L.F.*, 17/06/2004)

⁴ Pour Hellyette Bess, voir *Lib.*, 02/07/2003 ; pour R. Schleicher, voir *L.F.*, 14/03/2002.

⁵ Or ce lien analytique est l'objet de discussions parmi les spécialistes de ces groupes violents (voir Dorronsoro et Grojean, 2004)

⁶ *Md.*, 26/11/2010, « Jean-Marc Rouillan, captif du passé », par Raphaëlle Bacqué.

Toutefois cet engagement politique est, le plus souvent, récusé ou délégitimé selon plusieurs stratégies. Il est soit tourné en dérision¹. À d'autres occasions, on souligne les insuffisances théoriques du mouvement² ou l'absence de « formation politique » de ses membres³. On insiste parfois sur la mécompréhension du sens politique de l'action par ces derniers : « "Il était en décalage avec la réalité, mais son histoire est plus celle d'une dérive politique que psychologique", commentent tristement les deux anarchistes [...] »⁴, anciens camarades des GARI de Rouillan. L'espace médiatique offre peu de lisibilité aux revendications, même si *Le Monde* indique qu'AD « affirme avoir voulu dénoncer "la politique impérialiste de la France en Afrique" [...] [et qu'il] "est temps de prendre les armes contre l'État négrier"⁵. » *Le Figaro* offre fugitivement quelques précisions quant aux cibles désignées par le terme d'anti-impérialisme⁶, telles l'Institut atlantique des affaires internationales, « centre de réflexion de l'OTAN » et l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Ainsi le passage à l'action violente, quand il n'est pas présenté comme une conséquence de l'idéologie assumée, se justifiant des insuffisances de la démocratie parlementaire⁷, est construit comme le produit d'une erreur politique, d'« un accident de parcours politique »⁸, ou de lacunes théoriques. La première raison reproduit, au plan politique, les explications psychologiques en termes de déviance⁹. La seconde signifie en creux que l'action violente est choisie, lorsque manque à ses adeptes l'envergure politique pour d'autres projets. En somme, ces individus seraient attirés par la violence comme telle plutôt que par la politique¹⁰. Une nouvelle fois, le politique et le psychologique sont tissés conjointement, dans un procédé de délégitimation du premier (voir aussi *Md.*, 14/02/1985¹¹), dès lors qu'il s'écarte des chemins du vote, de la manifestation et de la grève. Se trouve ainsi réaffirmé le monopole de la violence légitime qui sert de fondement à la qualification de l'ennemi sous le vocable de terroriste (voir Weber, 1917 ; Murer, 2003, p. 14 ; *Oxford English Dictionary*).

L'évocation de sentiments d'injustice comme moteur des positions politiques des acteurs constitue, dans le cas d'AD, quasiment un hapax et coïncide, en outre, avec un propos rapporté – et parodié – de l'avocat de la défense¹². Le seul article évoquant les motivations politiques des acteurs – et non des raisons psychologiques – est présenté à travers un entretien dans *Libération* mené par Gilles Millet, titrant « Action directe ne s'est pas dissous »¹³ et dans lequel Jean-Marc Rouillan revient sur les motivations et les pratiques de l'organisation.

2.2 FACTEURS SOCIAUX

¹ *Md.*, 24/02/1987.

² *Md.*, 11/01/1988.

³ *Md.*, 26/02/1987 ; *Md.*, 03/03/1997.

⁴ *Md.*, 26/02/1987.

⁵ Laurent Greilsamer, *Md.*, 20/03/1980.

⁶ *L.F.*, 16/01/1985.

⁷ Voir *Lib.*, 02/07/2003.

⁸ *Md.*, 16/01/1989.

⁹ Voir le commentaire concernant Helyette Bess dans *Md.*, 10/12/2007 : « Helyette Bess est elle-même une ancienne d'Action directe, dont elle était la "libraire". Elle en a connu les débuts idéalistes et les dérives sanglantes ».

¹⁰ Cette interprétation culmine dans le travestissement du politique en événement spectacle (voir Bugnon, 2011, p. 243 *et sqq.*) – quand bien même telle n'est pas l'intention des auteurs (voir par exemple *Md.*, 16/01/1989 ; le reportage de six pages de *Paris Match*, titré et consacré à « Nathalie la furie » ; *France Soir*, 24/09/1980).

¹¹ *Md.*, 14/02/1985.

¹² Voir Me Christian Etelin : « Me Etelin sait très bien que ce temps n'est plus, "que le légalisme a fait des adeptes, et que ce sont aujourd'hui ceux qui ont oublié leur propre passé qui se montrent les plus perfides dans l'insulte". Les socialistes aussi en ont pris pour leur grade, d'une façon générale "pour avoir trahi si profondément l'immense espoir qu'ils avaient fait naître, en mai 1981, d'une société où les travailleurs, les chômeurs ne seraient plus considérés comme rien mais pourraient avoir droit à la parole". » (*Md.*, 17/01/1989)

¹³ Jean-Marc Rouillan, entretien avec Gilles Millet, *Lib.*, 17/08/1982.

De la même façon, il est rare que des causes sociales soient identifiées par les *media* comme des facteurs potentiels du passage à la violence d'AD (voir tab. supra). Occasionnellement, des causes macrosociales et structurelles – dont on peut penser qu'elles pourraient être au premier plan¹ à partir de 2012 – sont mentionnées :

« [...] Xavier Raufer [criminologue et enseignant] cite un texte du commissariat général du Plan (1980) concluant : “*Les vrais ennemis de la société*, écrivait déjà Bernanos, *ne sont pas ceux qu'elle exploite ou tyrannise, ce sont ceux qu'elle humilie*. Voilà pourquoi les partis de révolution comptent un si grand nombre de bacheliers sans emploi.” Pour notre auteur, aucun doute possible, ce parti de subversion sera l'organisation Action directe. »²

Ces propos *cités* sont toutefois immédiatement récusés : « Les conclusions des journées d'études de l'Institut de criminologie de Paris n'ont pas été aussi catégoriques. »³ L'explication sociale qui mettrait en cause la structure sociale et dont on ne trouve que de très rares exemples dans les quotidiens étudiés, est écartée.

La violence politique, présentée par ses tenants comme réaction à une violence systémique, trouve en revanche plus d'écho, notamment lorsque les minutes du procès sont reproduites. La violence est alors présentée comme une réponse à la violence d'État :

« Sur le fond, ils ne disent rien d'autre que ce qu'ils ont toujours dit et qui tient en peu de mots. Leur violence est “légitime puisqu'elle s'oppose à la brutalité de l'État” (Nicolas Halfen⁴). [...] “Leur séjour en prison, on l'imagine, n'a fait que les conforter dans leur conviction qu'ils se heurtent à un État fasciste. [...] »⁵

Cet argument, fondu dans les clichés et stéréotypes des années 1980-90, se retrouvent dans les années 2000 : « enfants de prolétaires ou fils de bourgeois, anarchistes, militants de la lutte antifranquiste en Espagne ou autonomes des Napap (Noyaux armés pour l'autonomie prolétarienne) [...] se croisent dans les squats et les manifs, et fondent, au début des années 70, Action directe, un mouvement qui au départ “voulait lutter contre la violence de l'État”. »⁶

Les facteurs macrostructurels apparaissent toutefois de façon très secondaire, au vu des causes microsociales citées, qu'il s'agisse des réseaux sociaux internes ou de l'absence d'ancrage social. Ainsi les liens sociaux au sein de petits groupes, l'amitié et la camaraderie qui s'y développent⁷ tiendraient lieu de facteurs explicatifs. La résolution pour l'action semble naître *spontanément* des camaraderies de jeunesse : « Avec des amis issus du mouvement libertaire, des maoïstes de la deuxième génération, des autonomes lassés des jets de pierres dans les vitrines, il [J.-M. Rouillan] fonde Action directe. »⁸ La sociologie souligne certes le rôle de la socialisation secondaire dans la constitution de ces groupes mais moins dans une logique de la spontanéité qu'en montrant la vocation socialisatrice et intégratrice des phénomènes de bande (Yon, 2005, p. 146-147 ; Thomas, 2008, p. 153 ; Perez Agote, 2010)

Au plan social, toutefois, la principale raison donnée par la presse pour expliquer les actions de ces groupes réside dans l'absence d'ancrage social. L'isolement, qu'il soit politique, social ou idéologique, est présenté, de façon récurrente comme un facteur explicatif de la violence politique.

¹ Ou plutôt au second plan après la religion.

² *Md.*, 26/07/1982.

³ *Md.*, 26/07/1982.

⁴ Appartenant à la mouvance d'AD.

⁵ *Md.*, 14/01/1988 ; voir aussi *Md.*, 18/05/2004.

⁶ *Lib.*, 15/06/2004.

⁷ Voir *Md.*, 26/07/1982.

⁸ *Md.*, 13/08/1982.

« cette renaissance terroriste dispose-t-elle en France d'un terreau vivace ? Ou, en d'autres termes, le mal a-t-il de profondes racines sociales ? Tous les indices concourent à une réponse négative. [...] Telle est l'étape présente de cette aventure isolée de quelques activistes, que leur détachement du réel rend plus déterminés. »¹

« Le Black Panther Party aux États-Unis, l'Armée rouge japonaise, les Brigades rouges en Italie, la Fraction armée rouge en Allemagne et, plus tard, Action directe en France apparaissent alors. Paradoxalement, *ces organisations voient le jour alors même que les mouvements de protestation issus des campus commencent, eux, à refluer*. D'où, d'ailleurs, la *marginalisation rapide des partisans de la lutte armée*. Et la dérive de certains groupes comme celui de Carlos, accusé de jouer les mercenaires au service de la cause palestinienne. »²

Figurant les membres de ces groupes comme repliés sur eux-mêmes et coupés de la société, ceux-ci sont corrélativement décrits sous les auspices d'une triple marginalité, à la fois politique, idéologique, sociale. Cette marginalité, qui présente également des aspects psychologiques, se décrit, pour AD, eu égard aux groupes de référence des militants d'extrême gauche :

« Longtemps, les anciens théoriciens de la lutte armée des années 1970, désormais rangés, ont fui ces activistes, qu'ils considéraient comme [...] *les moins aptes*, en un mot, à *comprendre que les assassinats planifiés non seulement heurtaient le sens moral, mais ne seraient jamais le ferment de la "révolution"* qu'ils disaient vouloir déclencher. [...] Les mouvements d'extrême gauche sont méfiants. [...] C'est peu dire, pourtant, que le PCF est loin du militantisme d'AD, dont il condamne la dérive. »³

L'isolement est présenté à la fois comme une origine et une conséquence des actions déployées. L'évocation de cet isolement, qui a également une fonction performative, place dans la marginalité ces groupes et rend la dimension politique de leurs actes « mécaniquement inaudible » (Bugnon, 2011, p. 364). Elle conduit à légitimer une approche dépolitisée de leur démarche.

2.3 FACTEURS ENDOGENES

Au même titre que les motifs individuels d'ordre psychologique, l'explication endogène⁴ du phénomène de la violence politique est largement endossée par la presse. Le fonctionnement interne de ce type d'organisation expliquerait, pour une large part, ses actions et sa violence. Celle-ci se voit interprétée en termes identitaires, stratégiques, politiques, historiques – *i.e.* en référence à une tradition⁵ qui expliquerait la violence – ou comme le résultat d'un dysfonctionnement interne.

La violence témoignerait d'une quête de reconnaissance, d'un repli sur soi, nourri de solidarité interne, ou d'un processus de vengeance⁶. Celle-ci s'exprime par exemple dans les attaques du commando Pierre Overney. Comme nous l'évoquions, l'isolement est donné comme engendrant – dans une logique qui mériterait d'être interrogée – une violence qui se détournerait de ses objectifs politiques premiers, pour toucher d'autres cibles :

¹ *Md.*, 14/02/1985 ; voir aussi *Md.*, 24/02/1987, *Md.*, 11/01/1988, *L.F.*, 17/06/2004.

² *L.F.*, 17/06/2004.

³ *Md.*, 10/12/2007.

⁴ C'est-à-dire à partir de phénomènes inhérents aux organisations illégales.

⁵ Voir *Md.*, 03/03/1997.

⁶ *Md.*, 26/07/1982.

« [...] ils vont finir par mener des actions violentes pour leur propre compte. » En clair, le terrorisme ne vise plus à asseoir la révolution, mais à faire libérer des compagnons incarcérés, comme c'est le cas de Carlos pour les attentats commis en France. »¹

L'hypothèse de l'isolement, récurrente dans les années 1980-90, est toutefois concurrencée à partir des années 2000 par une explication opposée développant l'idée, présentée par un expert français de l'Uclat (Union de coordination de la lutte antiterroriste) plutôt que par des journalistes, selon laquelle plus le groupe est structuré, plus il serait violent². D'un point de vue interprétatif, un décalage est remarquable entre l'inscription des actions, revendiquées par Action directe, dans le continuum historique de la violence politique anarchiste, d'une part, et la référence médiatique faite à ce facteur comme élément d'intelligibilité des actes commentés, d'autre part³. La presse évoque plus volontiers – tout en la dénonçant fréquemment – la filiation historique avec les années 68.

À d'autres occasions, la logique identitaire⁴ est présentée comme s'adossant à une intention tactique. La violence aurait pour vocation d'asseoir l'identité du groupe dans une logique stratégique. Elle s'expliquerait ainsi par des phénomènes de positionnement du groupe, au sein de la nébuleuse des organisations de même facture :

« Pour la police, ces actions violentes s'inscrivent dans la logique politique d'Action directe. À savoir, une violence cherchant à "internationaliser les luttes" et à poser le groupuscule français comme une organisation active et solidement structurée. [...] »⁵

Ce motif a également été identifié par l'histoire et la sociologie pour expliquer les atteintes aux personnes, menées par les Brigades Rouges en Italie (Catanzaro, 1991 ; Schimel, 1997). La violence s'inscrit alors dans une logique processuelle, mise en lumière, pour AD après l'assassinat du général français de l'armement R. Audran⁶, en rappelant à l'occasion les liens d'AD avec d'autres organisations clandestines.

De même que les motivations politiques des acteurs sont placées au second plan, lorsque des motifs *individuels* de l'usage de la violence sont mentionnés, de même les revendications politiques des *groupes* mis en cause sont relativisées voire occultées⁷. Celles-ci s'expriment soit par des textes laissés sur les lieux des actions menées, soit par des appels anonymes soit par des textes transmis aux media (voir Bugnon, 2011, p. 315) Alors même que les actions d'AD sont à la fois revendiquées et expliquées dans des tracts, les motivations sont rarement exposées et encore moins explicitées comme telles par la presse. Des noms ou des sigles sont donnés sans explicitation (Bugnon, 2011, p. 256). L'appareil idéologique est laissé dans l'ombre. Si la ligne politique affirmée de l'organisation est rappelée lors des procès, sous la forme de citations de

¹ L.F., 17/06/2004.

² L.F., 17/06/2004.

³ À la différence de *Libération*, *Le Monde*, tout comme *Le Figaro*, *France Soir*, *L'Humanité*, insiste très peu sur la filiation historique du recours à la violence (voir Bugnon, 2011, p. 256) et dont les origines remontent à la fin du XIXe siècle en France.

⁴ « être reconnu par d'autres, plus consistants et crédibles, au-delà des frontières, sortir de l'isolement en France et se prouver à soi-même, en franchissant de nouveaux degrés dans la violence, la réalité de l'aventure prétendument vécue. » (*Md.*, 14/02/1985)

⁵ *Md.*, 12/08/1982.

⁶ « Action directe a fait le saut. Jusqu'au vendredi 25 janvier, le groupe terroriste français, dont l'acte de naissance avait été, en septembre 1979, signé par un attentat contre le siège du ministère du travail, n'avait jamais froidement mis en œuvre l'assassinat d'un haut responsable de l'État. [...] Cette fois, Action directe a basculé. [...] Cette radicalisation est l'aboutissement d'une évolution engagée durant l'année 1984, dont la dimension est triple : policière, politique et militaire. » (*Md.*, 28/01/1985) À l'époque de son exécution en 1985, R. Audran est directeur des affaires internationales de la Délégation générale pour l'Armement du ministère de la Défense et chargé des ventes d'armes à l'Irak, alors en guerre.

⁷ Voir *Lib.*, 2/06/1976.

propos des accusés¹, quoique tardivement et par un journaliste distinct de ceux usuellement appointés pour écrire sur AD, elle se trouve systématiquement inscrite par *Le Monde* dans des processus de délégitimation. Ceux-ci s'appuient sur plusieurs répertoires ou stratégies. Ils peuvent être simplement rhétoriques, la description se faisant intrinsèquement normative : « À l'origine d'obédience anarchiste, le groupe va bientôt se définir comme "communiste révolutionnaire", accompagnant cette conversion de *longs et indigestes pathos planétaires censés justifier son action.* »² Ils consistent également à identifier crime politique et crime de droit commun³, dans une stratégie visant à nier la dimension politique des actes commis⁴, ou à accuser les acteurs de manquer d'idéologie politique⁵. Cette stratégie est déjà mise en évidence au XIX^e siècle dans la dénonciation des socialistes, présentés comme alcooliques, déments ou criminels (Angenot, 2004, p. 79). Enfin la violence est interprétée en termes de « dérive » politique⁶, la description factuelle se convertissant alors en jugement normatif. Cette dérive, présentée comme un dysfonctionnement ou une pathologie organisationnelle⁷, reprend au plan mésosocial (organisationnel) la figure, déployée au plan individuel, de la pathologie (cf. supra 2.1), alors même qu'elle serait décrite par d'autres comme les préludes de la révolution.

2.4 FACTEURS EXOGENES

L'interprétation de la violence comme stratégie de positionnement des acteurs et des organisations s'adosse, de façon récurrente, à une mise en scène des influences internationales s'exerçant sur ces derniers (voir tab. supra). L'évocation de facteurs exogènes dans l'élucidation de la violence politique est une constante que l'on retrouve très nettement à partir des années 2000⁸. Concernant AD, on évoque « les guerres d'indépendance » et l'« espérance révolutionnaire »⁹, la « renaissance du terrorisme outre-Rhin »¹⁰, « la coordination internationale » et les « tensions internationales, notamment proche-orientales »¹¹. La construction d'une menace élaborée au-delà des frontières, mais dont les contours demeurent flous¹², dresse l'image d'un réseau international, nourrit la « thèse d'une violence de l'ombre, commandée de l'étranger que l'on retrouvera à partir des années 2000.

La contextualisation se trouve toutefois inscrite dans le double paradigme psychologisant de la « fascination » et de l'influence. La « fascination » des modèles étrangers¹³ ou de ce que des groupes de même inspiration ont réalisé hors de l'hexagone est une constante de l'explicitation de la violence des mouvements terroristes. Pour AD, il perdure au fil des décennies. Ainsi la « radicalisation » est présentée comme un processus évoluant sous l'influence de groupes étrangers :

¹ *Md.*, 19/11/1986 ; *Md.*, 03/12/1986 ; *Md.*, 9 et 12/01/1989 ; *Md.*, 16/01/1989.

² *Md.*, 03/03/1997 ; voir aussi *Md.*, 10/12/2007.

³ François Mitterrand supprime, au début de son septennat, la cour de sûreté de l'État. La disparition de cette justice d'exception signifie qu'il n'existe plus de crimes et de délits politiques, seulement des infractions de droit commun (voir Codaccioni, 2015).

⁴ *Md.*, 16/01/1989.

⁵ Voir *Md.*, 11/01/1988 ; *Md.*, 29/01/1985.

⁶ Voir *Lib.*, 19/04/2004 ; *Lib.*, 15/06/2004.

⁷ *Md.*, 10/12/2007.

⁸ Pourtant il n'est pas certain que le terrorisme sur le sol français s'explique plus à partir de 2001 par des facteurs internationaux que dans les années 1980, en particulier lorsque les acteurs sont français ou européens. Néanmoins il y a là autant d'arguments qui, comme dans les années 2010, tendent à récuser l'existence de causes sociales endogènes aux phénomènes de violence politique.

⁹ *Md.*, 26/11/2010.

¹⁰ *Md.*, 28/01/1985.

¹¹ *Md.*, 14/02/1985.

¹² Voir *L.F.*, 15/09/1980.

¹³ *Md.*, 17/11/1993 ; *Md.*, 24/02/1987.

« C'est un nouvel activisme, plus dur. Une radicalisation progressive, qui se trempera au contact de groupes terroristes étrangers. [...] La radicalisation d'Action directe, de proclamée, passe dans les faits. »¹

Cette influence se décline en termes de « modèles » à imiter, de « soutien logistique »² voire d'idéologie importée³ et participe d'un jeu de construction de la menace. *Le Figaro* ne recule pas devant l'évocation de lien entre « les groupes d'extrême gauche et le terrorisme islamiste »⁴. Il demeure que cet ascendant joue un rôle décisif, dès lors qu'il se trouve présenté comme la raison et la cause de l'atteinte aux personnes⁵. Ce motif se retrouvera pour le terrorisme islamique. Il traduit, à l'époque d'AD jusqu'aux années 2015, une incapacité à penser une violence endogène (voir Lars Erslev, 2015, p. 182) qui laisse ouvert le champ pour des hypothèses irrationalistes auxquelles il est plus simple d'adhérer dans la mesure où, au-delà du rejet spontané qu'induisent la violence et le meurtre, elles constituent, comme nous allons le voir, un moyen simple – *i.e.* une heuristique – pour appréhender la complexité de certains phénomènes sociaux.

2.5 L'INEXPLICABLE

Bien que l'étude systématique de la presse écrite fasse apparaître les facteurs produits pour expliquer la violence politique et en particulier l'atteinte aux personnes, nombre d'articles privilégient le motif du geste et de la décision *inexplicables*. Ce motif se distingue de celui consistant à ne pas expliquer les faits, c'est-à-dire à simplement les présenter, sans suggérer de motivation⁶, procédé qui a pour effet second de les faire apparaître comme immotivés. L'inexpliqué – et l'immotivé – émaille(nt) les rapports médiatiques des procès. Ainsi :

« Sur les mécanismes par lesquels une jeune fille⁷, apparemment bien sous tous rapports, bascule insensiblement dans la délinquance et le terrorisme, on n'en saura pas davantage. »⁸

Dans d'autres cas, en revanche, la logique interprétative intègre l'absence d'explication comme un élément de l'argumentation⁹. Cette absence peut surgir, lorsque la parole est donnée à d'anciens camarades¹⁰ ou à des spécialistes de la violence politique, qu'il s'agisse de X. Crettiez, professeur de science politique, évoquant un « "terrorisme aveugle" »¹¹, ou de Jacques Tarnero, auteur d'un essai sur *Les Terrorismes* (Milan, 2001)¹². Bien qu'ayant eu des

¹ *Md.*, 24/02/1987. Sur la constitution de l'ennemi intérieur, voir Schmitt (1928, p. 370), Rigouste (2011) et le numéro de *Cultures & Conflits*, 43, automne 2001.

² Cette description trouvera des échos remarquables dans les articles décrivant la nébuleuse œuvrant autour d'A. Abaaoud. Ici et concernant AD, l'article évoque « le "soutien logistique" plus ou moins régulier des camarades belges des "Cellules communistes combattantes", allemands de la "Rote Arme Fraktion", ou italiens des "Communistes organisés pour la libération du prolétariat". Le procès devrait permettre de recenser les innombrables allées et venues, de faire le compte des actions communes, s'il y en eut, aux étrangers et à la "branche internationale" d'Action directe, celle de Roullan. » (*Md.*, 11/01/1988)

³ *Md.*, 11/01/1988. Ce motif se retrouvera pour le terrorisme islamique.

⁴ *L.F.*, 26/06/2004.

⁵ *Md.*, 03/03/1997. Le 25/01/1985, l'ingénieur général René Audran est exécuté néanmoins AD a déjà tué auparavant (Gabriel Chahine en mars 1982, des policiers au cours de la fusillade de l'avenue Trudaine en mai 1983).

⁶ *Md.*, 26/07/1982.

⁷ *I.e.* Frédérique Germain, de la mouvance d'AD, compagne de Claude Halfen et « repentie » d'AD.

⁸ *Md.*, 14/01/1988. Ou encore *Md.*, 08/12/2001 ; *Md.*, 16/01/1989.

⁹ Voir aussi : « Seulement, au-delà de leurs diatribes contre l'impérialisme et le capitalisme, à aucun moment les accusés ou leurs avocats n'ont tenté d'expliquer pourquoi les accusés avaient, à un certain moment, préféré le fusil à une autre forme d'action politique. » (*L'Humanité*, 16/01/1989)

¹⁰ *Md.*, 26/02/1987.

¹¹ *L.F.*, 26/06/2004.

¹² *La Croix*, 04/06/2002.

parcours à l'origine proches, certains camarades des GARI ont ensuite emprunté une voie toute autre que celle de Rouillan, à l'écart des atteintes aux personnes. Le tableau proposé conduit dès lors à la conclusion que rien n'explique que Rouillan ait commis des assassinats – ou en soit complice – alors que tel n'est pas le cas de ses anciens camarades, qui ont délaissé les voies illégales¹.

L'absence de raison s'illustre dans la figure de la « solution de continuité » donnée, en tant que telle, comme facteur explicatif – alors que par définition elle n'explique rien :

« Parmi ces jeunes, certains plus radicaux que d'autres vont sauter le pas et verser dans la lutte armée. [...] “Il faut dire, aussi, que leurs actions vont vite changer de nature, rappelle Serge Cosseron, auteur du *Dictionnaire de l'extrême gauche*. Ils vont passer d'une violence surtout symbolique à des actes irréparables.” »²

La mobilisation de la « solution de continuité » sera reprise pour qualifier la radicalisation des jeunes Français ou Européens à partir des années 2000³. Elle l'est également par les pouvoirs publics à travers la figure du « basculement » dans la radicalisation⁴, alors même que les sciences sociales ont montré que l'engagement radical relève d'un processus, procède par paliers successifs et s'engendre à partir de « “petits” choix successifs dont aucun n'apparaît significatif en soi mais qui *in fine*, par effets de seuils et de cliquets, rendent difficile tout retour en arrière ou, en l'occurrence, la dé-escalade. » (Sommier, 2012, p. 23) De même, la sociologie interactionniste envisage la radicalisation comme le résultat d'une « carrière morale » (Goffman, 1961), *i.e.* comme la conséquence imprévue d'une série de transformations objectives et subjectives, progressant par étapes successives, dont la dernière n'était pas forcément contenue et annoncée par la première (voir Collovald et Gaiti, 2006, p. 22). Le modèle selon lequel, à un comportement « normal », succède des phases durant lesquelles l'individu prend graduellement ses distances avec ce dernier et qui le conduisent à un point de rupture, où il assume la violence (voir Lars Erslev, 2015, p. 179), est résorbé par la presse écrite française dans son expression la plus simple, juxtaposant comportement « normal » et rupture (voir infra 3.). L'imprévisibilité trouve ainsi un écho médiatique à la différence de la progressivité⁵.

En effet, la prégnance du motif de la solution de continuité est forte, dans les media, puisque plus de dix ans après les faits, les journalistes, qui s'en sont à l'époque saisis et qui y reviennent, ne proposent toujours aucune élucidation des raisons des actes ni de leurs motivations⁶, en dépit des textes produits sur le sujet par leurs auteurs ou par d'autres (Hamon et Marchand, 1986 ; Debray *et al.*, 1990). La radicalisation, conçue sous les auspices du « basculement », constitue le concept désignant la discontinuité, précédemment soulignée. Cette désignation, qui demeure inexpliquée et sans contenu précis (voir Guibet Lafaye et Brochard, 2016), fonctionne comme opérateur de sens. Elle est tenue pour un synonyme de lutte armée :

« À la fin des années 1960, les guerres d'indépendance menées aux quatre coins du Tiers-Monde secouent les campus. De la Sorbonne à Berkeley sur la

¹ Des raisons strictement autoréférentielles peuvent converger avec l'absence de raison : « cette clandestinité qui continue, semble-t-il, de demeurer leur raison de vivre » (*Md.*, 11/01/1989). Et *Md.*, 24/06/1988.

² *L.F.*, 17/06/2004.

³ Sur la notion de radicalisation et sa fonction politique, voir le dossier « Radicalités et radicalisations – la fabrication d'une nouvelle “norme” politique ? », *Lien social et Politique*, n° 68, 2012, notamment l'article de M. Barbut.

⁴ Voir document de prévention contre la radicalisation proposé par le ministère de l'Éducation nationale en 2016.

⁵ Celle-ci est admise pour des figures secondaires et « repenties » comme Frédérique Germain (voir *Md.*, 1/08/1988, p. 11).

⁶ « Jusqu'à présent, les fondateurs d'Action directe se sont toujours refusés à commenter les raisons de leur radicalisation sinon en arguant de leur lutte contre le “centre de l'impérialisme”. [...] » (*Md.*, 17/11/1993)

côte Ouest des États-Unis, les étudiants saluent la “rébellion des faibles”. [...] Parmi ces jeunes, certains plus radicaux que d'autres vont sauter le pas et verser dans la lutte armée. »¹

S'esquisse ainsi un script ou une heuristique du jugement, fondements du jugement social ordinaire (Meyer, 2000), en particulier lorsqu'il cherche à produire des inférences causales. Les heuristiques du jugement (Chaiken, 1980) sont des procédés simples, des raccourcis de la pensée, disponibles à la réflexion, présents dans la mémoire, apparemment pertinents et aisément mobilisables. Ces règles de jugement sont adoptées au fil de l'expérience et des observations faites individuellement (Abelson, 1976 ; Stotland et Canon, 1972). Le traitement heuristique de l'information est d'autant plus opératoire que font défaut des connaissances structurées sur un domaine (Wood, Kallgren et Priestier, 1985). Bien qu'il peine parfois à identifier des causes, le raisonnement ordinaire, dans les scripts qu'il décrit, suggère des éléments d'explication de la façon dont les phénomènes se produisent et de la façon dont certains éléments clés d'un modèle ou d'une représentation mentale s'associent entre eux. Dans ce cas, les individus usent non pas seulement de scripts mais de « modèles mentaux ». Ces modèles incarnent alors des conceptions « naïves » ou intuitives – souvent erronées cependant – de la façon dont le monde fonctionne (Carey, 1985a, 1985b, 1986). Les scripts se présentent ainsi comme un procédé discursif et cognitif privilégié à partir duquel les individus pensent pouvoir rationaliser et appréhender – *i.e.* comprendre au sens étymologique – la complexité de la réalité sociale (voir Meyer, 2000). Ils constituent des outils cognitifs permettant de s'orienter face à des situations sociopolitiques complexes et dont l'appréhension des causes est intrinsèquement délicate, y compris pour des spécialistes. Néanmoins ces scripts n'ont pas simplement une fonction explicative. Ils jouent en outre le rôle d'heuristiques et sont alors investis d'une fonction justificative. Dans le cas étudié, l'irrationalité ou le paradigme de l'inexplicable fonctionne comme un script pour « expliquer » la violence terroriste. Cependant, le recours médiatique à ces scripts, comme facteurs apparemment explicatifs, contribue non seulement à leur validation mais a en outre un effet politique : la légitimité qui leur est conférée a pour conséquence de vider de leur contenu politique les actes incriminés. La validation de ces scripts convertit ainsi la « violence politique » en une « violence terroriste »².

3. De Rouillan à Abaaoud : des constantes remarquables

Depuis 2001 et la montée en puissance de la violence politique liée à l'islam, les sciences sociales, en quête des causes du terrorisme, sont placées devant le choix de deux modèles. L'un de type stratégique « rationnel » apparemment adapté pour comprendre l'extrême gauche et les mouvements nationalistes des années 1970, l'autre de type psychologique et soulignant l'aspect « irrationnel » du comportement des acteurs, mobilisé pour saisir l'islamisme radical (Sommier, 2012, p. 20). La presse écrite, pour sa part, privilégie à la fois une approche psychologisante de la violence politique ou le script de l'irrationnel, quelle que soient les motivations idéologiques de la violence envisagée. L'heuristique psychologisante est à nouveau mobilisée pour cerner Abdelhamid Abaaoud et les attaques du 13 novembre 2015 en France³. L'évocation de la figure d'A. Abaaoud, impliqué dans ces événements, est quantitativement bien plus importante que la couverture proposée pour AD et Jean-Marc

¹ *Md.*, 26/11/2010.

² Nous ne pouvons entrer ici dans les débats rendant compte des processus de labellisation de la violence politique en violence terroriste. Sur le sujet, voir Turr, 1970 ; Tilly, 1978 ; Sommier, 2008, p. 95 *et sqq.* ; Sanchez-Cuenca, 2013).

³ Explosions près du stade de France, fusillades au Bataclan et dans le XI^e arrondissement de Paris.

Rouillan, en dépit des différences de temporalité caractérisant les deux groupes¹. La base de données d'Europresse identifie 7.798 articles des quotidiens francophones mentionnant Abaaoud dont 72 rédigés dans le *Monde*.

3.1 CONVERGENCES DE PORTRAITS

L'approche psychologisante

La représentation d'A. Abaaoud qui, en première analyse est stéréotypée à l'extrême², convoque les mêmes facteurs explicatifs que ceux mobilisés pour expliquer les actes de Jean-Marc Rouillan et d'autres membres d'AD. L'approche est fortement axée sur la dimension psychologique³ (voir tab. supra). *Le Monde* se porte d'abord à la recherche du traumatisme originaire... dont on découvre qu'il est, là encore, inexistant – comme ce fût le cas pour J.-M. Rouillan ou J. Aubron, membre de la branche internationaliste d'AD⁴. Le quotidien évoque « la haine de soi », la « frustration rentrée », la « jouissance de la nouvelle toute-puissance », « l'orgueil »⁵. La fascination intervient en bonne place pour expliquer ces actes⁶, au même titre qu'un certain imaginaire, ici celui « du héros, de la violence et de la mort, [plutôt que] de la charia ou de l'utopie »⁷, et, pour les femmes – Hasna Aït Boulahcen en l'occurrence –, la passion amoureuse⁸, comme ce fut également le cas avec AD, cette référence ayant pour vocation d'évacuer la question politique.

Comme pour les membres d'AD, des travers psychologiques sont mis en avant qu'il s'agisse de la bêtise, de l'immatunité – qui se décline dans des caractères « influençables » – ou encore de contradictions se concluant en « dérives ». *Le Monde* titre : « Abaaoud, un “petit con” »⁹ puis développe l'idée à partir de témoignages. On évoque un « retard mental » pour Brahim Abdeslam¹⁰ et des « lacunes intellectuelles » pour l'aîné des Kouachi¹¹, la « débilité »¹², la « bêtise et la bouffonnerie » pour Jawad Bendaoud¹³.

L'immatunité, souvent soulignée pour les membres d'AD, intervient également dans les portraits réalisés d'Hasna Boulahcen¹⁴ ou dans la description de la fratrie Abdeslam¹⁵. Cette immaturité aurait pour effet de rendre certains d'entre eux influençables¹⁶, faisant de ces individus des personnes aisément manipulables¹⁷. Elle semble également s'exprimer dans les

¹ Elle tient également à l'absence de numérisation de certains quotidiens avant les années 1990.

² Sur la période couverte, les articles sont scandés par l'identification : « Abdelhamid Abaaoud, cerveau présumé des attaques », « Abdelhamid Abaaoud, l'organisateur présumé des attentats », aux baskets oranges.

³ *Md.*, 5/01/2016. *Md.*, 25/11/2015.

⁴ Le père d'Abdelhamid déclare dans une interview : « Abdelhamid n'était pas un enfant difficile et c'était devenu un bon commerçant. » (*Md.*, 18/11/2015)

⁵ *Md.*, 25/11/2015.

⁶ *Md.*, 24/11/2015 ; *Md.*, 17/11/2015 ; en l'occurrence, la « fascination pour leur propre mort » (*Md.*, 25/11/2015).

⁷ *Md.*, 24/12/2015. Une partie des termes mobilisés l'étaient déjà pour Jean-Marc Rouillan (voir supra 2.1.1).

⁸ *Md.*, 1/01/2016. Voir aussi *Md.*, 23/11/2015. Déjà la presse s'accordait à faire de Nathalie Ménigon une femme dans l'ombre de J.-M. Rouillan (voir *Md.*, 29/01/1985).

⁹ *Md.*, 19/11/2015.

¹⁰ Brahim Abdeslam a déclenché sa ceinture d'explosifs le 13 novembre dans un café de la rue Voltaire (Paris).

¹¹ *Md.*, 24/11/2015. Les deux frères sont les auteurs de l'attaque du siège de Charlie Hebdo le 7 janvier 2015.

¹² *Md.*, 31/12/2015.

¹³ *Md.*, 24/12/2015. Jawad Bendaoud a fourni à A. Abaaoud l'appartement dans lequel celui-ci a été tué le 18 novembre 2015 par les forces spéciales de police (RAID et BRI).

¹⁴ *Md.*, 23/11/2015. Dessiner le portrait d'une femme influençable et influencée est conforme aux attentes stéréotypées des vertus et faiblesses féminines. Ces éléments étaient déjà apparus, dans les quotidiens, concernant notamment Nathalie Ménigon (voir Bugnon, 2011, p. 558).

¹⁵ *Md.*, 24/11/2015.

¹⁶ *Md.*, 24/11/2015.

¹⁷ Hasna « était facile à convaincre » (*Md.*, 23/11/2015).

contradictions apparentes du comportement des acteurs : « Un élève et un garçon agité, cet Abaaoud, mais tout sauf un fou de religion. »¹ Le motif psychologisant culmine dans l'identification du vide existentiel : « “des fanatiques leur donnent l'impression qu'ils allaient enfin exister.” »²

Ces portraits ont en outre pour points communs de souligner systématiquement la marginalité caractérisant les parcours, qu'il soit question de pratiques déviantes (toxicomanie³ et alcool⁴), de marginalité sociale⁵ ou communautaire. On souligne ainsi qu'

« En rupture avec leur famille, les djihadistes sont aussi en marge des communautés musulmanes : ils n'ont presque jamais un passé de piété et de pratique religieuse, au contraire. [...] Cet individualisme forcené se retrouve dans leur isolement par rapport aux communautés musulmanes. Peu d'entre eux fréquentaient une mosquée. »⁶

L'identification des acteurs à des alcooliques (ou à des toxicomanes), déments et criminels, convoquée pour les membres d'AD, se voit redéployée. Ce faisant, la portée politique des actes se trouve écartée (voir Angenot, 2004 ; Bugnon, 2011, p. 360). La déviance sociale s'accomplit, à travers les discours, dans la déviance pathologique décrite comme une folie vengeresse⁷. Ainsi les « attentats du 13 novembre » sont présentés comme le « fruit d'un obscur mélange de bêtise, d'appât du gain, d'amitiés de quartier et de sympathie idéologique. »⁸

L'exclusion du politique

Les actes commis à Paris et dans sa banlieue le 13 novembre ont fait l'objet de revendications de la part de l'État islamique (EI) le 14⁹. Dans aucun des articles évoquant Abdelhamid Abaaoud pourtant, si ce n'est celui d'Olivier Roy mais dont l'argumentation s'inscrit dans cette logique de délégitimation, il n'est fait mention des raisons normatives de son acte. La disqualification des motivations idéologiques empruntent des voies comparables à ce qui a été le cas, dans les années 1980-90 pour AD. En premier lieu, la violence déployée en novembre est réinscrite dans la continuité de la criminalité de droit commun – ou « délinquance de basse intensité »¹⁰ (voir tab. supra) – qui a émaillé le parcours de ses auteurs. Sont évoquées la petite délinquance¹¹, les vols¹², les braquages¹, le trafic d'armes². Ces motifs

¹ *Md.*, 24/11/2015, p. 12. Voir pour Brahim *Md.*, 24/11/2015, et pour Salah, *Md.*, 24/11/2015.

² *Md.*, 17/11/2015. Voir aussi : « [...] Inutile ici d'évoquer la *taqiya*, ou dissimulation, car une fois *born again*, les jeunes ne se cachent pas et étalent leur nouvelle conviction sur Facebook. Ils exhibent alors leur nouveau moi tout-puissant, leur volonté de revanche sur une frustration rentrée, leur jouissance de la nouvelle toute-puissance que leur donnent leur volonté de tuer et leur fascination pour leur propre mort. » (*Md.*, 20/11/2015)

³ *Md.*, 19/11/2015.

⁴ *Md.*, 31/12/2015.

⁵ *Md.*, 24/11/2015.

⁶ *Md.*, 20/11/2015 ; *Md.*, 17/11/2015.

⁷ Titre du *Monde* repris dans le même article, *Md.*, 18/11/2015.

⁸ *Md.*, 24/12/2015, « “Je m'en doutais mais je voulais l'argent” Jawad Bendaoud » (*idem.*).

⁹ « Communiqué sur l'attaque bénie de Paris contre la France croisée » qui s'achève par ces mots : « [...] la France et ceux qui suivent sa voie doivent savoir [...] qu'ils continueront à sentir l'odeur de la mort pour avoir pris la tête de la croisade, avoir osé insulter notre Prophète, s'être vantés de combattre l'Islâm en France et frapper les musulmans en terre du Califat avec leurs avions [...] ». De même que Moez Garsallaoui a officiellement revendiqué les crimes de Mohamed Merah pour le compte de l'EI (voir *Md.*, 24/12/2015). « A. Abaaoud, lapidaire, [déclare] dans une vidéo postée sur YouTube le 8 février 2014 : “*Toute ma vie, j'ai vu le sang des musulmans couler. Je prie pour qu'Allah casse le dos de ceux qui s'opposent à lui, de ses soldats et de ses admirateurs, et qu'il les extermine.*” » (*Md.*, 18/11/2015)

¹⁰ *Md.*, 16/01/2016 ; *Md.*, 16/01/2016, p. 7 ; *Md.*, 24/12/2015.

¹¹ *Md.*, 17/11/2015 ; *Md.*, 21/11/2015 ; *Md.*, 1/01/2016.

¹² *Md.*, 19/11/2015 ; *Md.*, 16/01/2016.

occultent les facteurs politiques, occasionnellement repris par la presse (« “[...] Il a ajouté que, si beaucoup de civils étaient touchés, la politique étrangère de la France changerait.” »³), ainsi que les formes d’engagement total que présuppose l’implication dans ce type d’entreprise⁴ et surtout les sentiments d’injustice qui nourrissent ces dispositions⁵. Le basculement dans la violence, les engagements et les trajectoires individuelles ne sont pas recontextualisés, alors même que l’environnement dans lequel se construit le processus de justification a une fonction déterminante. « Le basculement dans la violence n’est pas le produit d’une frustration ou d’un symptôme psychologique. » (Martinez, 2008, p. 133) En effet, la sociologie qualitative identifie des étapes clefs, en l’occurrence la prise de conscience d’un monde musulman assiégé et agressé par l’Occident, la découverte du drame qui frappe les civils musulmans, et enfin le devoir de jihad afin de leur venir en aide (Martinez, 2008, p. 134).

La requalification, fondée sur la criminalité de droit commun opérée par la presse, a une vocation politique et stratégique, dans la mesure où « rabaisé avec succès au niveau d’une criminalité de droit commun, le recours à la violence politique décourage bien des sympathies, et fait perdre des soutiens actifs » (Braud, 2004, p. 65) Concernant AD, les processus de *disqualification* de l’organisation passait déjà par la constitution d’un « consensus à propos de la dimension criminelle de l’organisation et de ses méthodes. » (Bugnon, 2011, p. 360). Parallèlement, les sentiments d’injustice que les individus évoquent face à la situation en Palestine et en Irak⁶ sont convertis en « haine vengeresse » (*Md.*, 18/11/2015)⁷, *i.e.* en passions tristes. L’opération de dépolitisation passe également par une stigmatisation de l’absence de formation politique et religieuse des acteurs :

« Si certains sont passés par le Tabligh (société de prédication fondamentaliste musulmane), aucun n’a fréquenté les Frères musulmans (Union des organisations islamiques de France), aucun n’a milité dans un mouvement politique, à commencer par les mouvements propalestiniens. Aucun n’a eu de pratiques “communautaires” : assurer des repas de fin de ramadan, prêcher dans les mosquées, dans la rue en faisant du porte-à-porte. Aucun n’a fait de sérieuses études religieuses. Aucun ne s’intéresse à la théologie, ni même à la nature du djihad ou à celle de l’État islamique. »⁸

D’autres articles suggèrent pourtant que l’érudition de certains est un instrument de manipulation⁹. Dans la logique d’une concurrence idéologique, la doctrine elle-même est disqualifiée¹⁰. L’adhésion à des croyances ou à des convictions est systématiquement décrite dans le vocabulaire de l’endoctrinement, de l’enrôlement, de la manipulation¹¹, voire de la contrainte¹². L’exclusion du politique passe également par la publication d’articles dont la

¹ *Md.*, 18/11/2015.

² *Md.*, 24/11/2015 ; *Md.*, 20/11/2015 ; *Md.*, 24/11/2015 ; *Md.*, 24/12/2015 ; *Md.*, 5/01/2016.

³ *Md.*, 7/01/2016.

⁴ « Khalid Ben Larbi et Soufiane Amghar se veulent des “soldats de Dieu”. [...] D’ici au lendemain, le 16 donc, en principe, tout sera terminé. Eux aussi auront “vengé le Prophète. La priorité est de ne pas faillir.” » (*Md.*, 5/01/2016). Voir aussi *Md.*, 20/11/2015. K. Ben Larbi a participé à l’organisation des attaques à Paris et à Saint-Denis en novembre. Sofiane Amghar, comme ce dernier, appartient à la cellule dite de Verviers (Belgique).

⁵ *Md.*, 18/11/2015.

⁶ *Md.*, 7/01/2016.

⁷ Là où la violence d’AD était donnée, lors des procès, comme une réponse à la violence d’État.

⁸ *Md.*, 25/11/2015.

⁹ Ainsi Fabien Clain, qui a revendiqué les attaques du 13 novembre à Paris, est « décrit par d’anciens proches comme instruit, “très fort en religion”, ayant un “véritable talent pour convertir les gens” et les “manipuler”, il s’impose rapidement comme l’un des principaux idéologues du courant salafiste toulousain. » ; « Durant son procès, Fabien Clain se définira comme ayant suffisamment de connaissances religieuses pour “influencer une personne indévisée”. » (*Md.*, 19/11/2015)

¹⁰ Selon un procédé où la disqualification idéologique se tisse de jugements moraux et psychologisants, voir *Md.*, 25/11/2015.

¹¹ *Md.*, 17/11/2015 ; *Md.*, 19/11/2015.

¹² « tous les moyens sont bons pour recruter et garder à soi les affidés » (*Md.*, 24/12/2015).

facture est principalement descriptive et omettant toute évocation des motifs des acteurs¹. Des récits des événements sont produits minute par minute mais sans analyse politique. Un seul article propose une analyse sociale – plutôt que politique –, celui d’O. Roy (*Md.*, 25/11/2015). L’enjeu politique d’une attaque au Stade de France, à un moment où se joue un match amical entre l’Allemagne et la France et auquel assistent le Président français² et le ministre allemand des affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, n’est pas évoqué par *Le Monde* qui place plutôt l’accent sur le nombre potentiel de victimes qui aurait pu être touchées³. Les enjeux politiques sont réinscrits dans le champ national, lorsque le quotidien mentionne l’instrumentalisation politique de ces événements, dans le contexte des élections régionales⁴. Ces orientations contribuent à une distorsion de l’information, forgeant des biais cognitifs dans la perception du déroulé des événements.

Le Monde ne voit pas dans les facteurs macrosociaux une raison explicative majeure de la violence déployée⁵. Ceux-là sont évoqués au détour d’un témoignage d’un jeune homme de Molenbeek⁶ mais, là encore, récusés : « si les causes de la radicalisation étaient structurelles, alors pourquoi ne toucherait-elle qu’une frange minime et très circonscrite de ceux qui peuvent se dire musulmans en France ? Quelques milliers sur plusieurs millions. »⁷ S’opère en outre une résorption naturaliste – plaçant au premier plan les liens filiaux – du facteur macrosocial et structurel dans des motivations d’ordre intergénérationnel⁸.

Les explications de niveau microsocial trouvent en revanche davantage d’écho qu’il soit question de réseaux sociaux, en particulier d’internet⁹ ou de camaraderie entre « “copains” qui se sont rencontrés dans un lieu particulier (quartier, prison, club de sport) »¹⁰. Là encore, la camaraderie serait le creuset de l’action armée, via la médiation de la petite délinquance. La prison est présentée comme le creuset de la radicalisation, dans un procédé qui omet la fonction de la répression sur les trajectoires, qu’elle décourage parfois, mais produit aussi souvent un choc moral (voir Sommier, 1998 ; Larzillière, 2003 ; Gayer, 2009), fondant une haine du système et apportant une justification morale à la lutte contre ce dernier. Les liens sociaux entre les acteurs sont également naturalisés par la presse ouvrant ses colonnes à des experts, présentant les liens du sang comme un motif interprétatif clef¹¹. De la sorte, les facteurs idéologiques et éventuellement politiques se trouvent réduits à des affaires de famille et de bandes.

Bien que « l’hypothèse d’un vaste réseau basé dans le pays »¹² [en l’occurrence la Belgique] soit évoquée, peu d’éléments relatifs à la constitution identitaire du groupe ne sont proposés

¹ L’archétype en est donné par *Md.*, 31/12/2015, p. 6, « Les attentats du 13 novembre. Des attaques coordonnées depuis la Belgique ».

² *Le Monde* revient aussi plusieurs fois sur le fait qu’Abaaoud soit revenu au Bataclan après l’attaque à un moment où François Hollande s’y trouvait également.

³ Alors même que le communiqué de revendication par l’EI souligne cette coprésence. Nous reviendrons ultérieurement sur la récurrence de la mention de la volonté de « faire beaucoup » de victimes.

⁴ *Md.*, 24/11/2015.

⁵ Concernant AD, nous avons vu qu’ils étaient mentionnés mais assez systématiquement récusés.

⁶ « “S’il vous plaît, comprenez que si beaucoup de jeunes d’ici sont partis en Syrie, c’est surtout parce que personne ne s’est jamais vraiment occupé d’eux [...]” ». (*Md.*, 17/11/2015)

⁷ *Md.*, 25/11/2015.

⁸ « Les terroristes ne sont donc pas l’expression d’une radicalisation de la population musulmane, mais reflètent une révolte générationnelle qui touche une catégorie précise de jeunes. » (*Md.*, 25/11/2015)

⁹ *Md.*, 24/11/2015 ; *Md.*, 7/01/2016.

¹⁰ *Md.*, 25/11/2015 ; *Md.*, 24/12/2015.

¹¹ « Il y a un schéma important que personne n’a étudié : la fraternité est souvent biologique. » (*Md.*, 24/11/2015)

¹² *Md.*, 25/11/2015.

comme explicatifs de cette violence. On attire plutôt l'attention sur une certaine désorganisation¹, alors même que l'implication d'un nombre remarquable de personnes est également soulignée – comme pour AD². Alors que l'on met en doute les convictions idéologiques des acteurs, les choix politiques de l'organisation finissent par percer parmi les raisons expliquant la violence.

Sans se placer dans une configuration géostratégique, la justification de la violence intervient à travers l'argument de la légitime défense, mis en avant, par exemple, par Fabien Clain³. De même, les options politiques et les motivations idéologiques pointent dans les paroles qui auraient été prononcées, lors des attaques du 13 novembre, par leurs auteurs : « Entre 21 h 50 et 22 heures, au Bataclan : “on n'est pas en Syrie, mais on agit ici” »⁴ ou dans des déclarations faites par Abdelhamid Abaaoud dans une vidéo avant les événements⁵. Lorsque des paroles sont prêtées aux auteurs, elles font apparaître cette violence comme une réplique à des actes antérieurement commis par les États occidentaux en Irak et en Syrie⁶. Les enjeux politiques du rapport de force entre l'EI et la coalition sont occasionnellement évoqués⁷, alors même qu'ils pourraient apporter des éléments d'éclaircissements décisifs, soulignant que « *“l'État islamique fait désormais de la politique étrangère avec des attentats et ne se contente plus d'encourager de loin des initiatives désordonnées”* »⁸. Comme dans le cas d'AD et de Jean-Marc Rouillan, ce type d'éléments est mentionné à travers les propos rapportés des avocats des personnes mises en accusation⁹. Il est également fait allusion à la motivation antisioniste à deux reprises mais dans un unique article¹⁰.

Ces raisons sont toutefois concurrencées par celles plongeant dans la criminalité de droit commun attribuée, non pas simplement à des individus identifiés comme délinquants (voir supra), mais également présentée comme une caractéristique de leurs organisations : « Vol à l'étalage, cambriolages, braquages : les audiences ont révélé les liens particulièrement serrés entre petit banditisme et financement de la “cause” djihadiste. »¹¹

Enfin les procédés de construction de la menace et de son intensification (voir Tsoukala, 2011) sont identiques à ceux mis en œuvre concernant AD. Il s'agit de souligner l'ampleur des connexions internationales et l'extension du réseau sur lequel s'appuient les individus usant de la violence. Ainsi on souligne que « presque un mois jour pour jour après les attentats du 13 novembre, la justice met progressivement au jour une toile *immense* de complicités présumées des auteurs des tueries qui ont causé la mort de 130 personnes, à Paris. »¹² La menace est

¹ *Md.*, 23/11/2015.

² *Md.*, 12/12/2015.

³ *Md.*, 19/11/2015.

⁴ « “[...] C'est un groupe américain [qui se produit au Bataclan], avec les Américains vous bombardez, donc on s'en prend aux Américains et à vous.” [...] “Vous allez voir ce que ça fait les bombardements en Irak, on fait ce que vous faites en Syrie, écoutez les gens crier, c'est ce que les gens vivent en Syrie sous les bombes, vous tuez nos femmes, nos frères et nos enfants, on fait pareil, on est là pour vous [...]. Vous nous faites ça, on vous fait ça.” » (*Md.*, 31/12/2015)

⁵ Pour les verbatim, voir le *Md.*, 26/01/2016.

⁶ *Md.*, 31/12/2015 ; mention des caricatures dans *Md.*, 5/01/2016 ; voir aussi *Md.*, 1/01/2016.

⁷ « il semble bien y avoir un lien entre le bombardement, dans la nuit du 8 au 9 octobre, d'un camp de l'État islamique près de Rakka, en Syrie, et la préparation d'une attaque visant spécifiquement la France. » (*Md.*, 18/11/2015)

⁸ « Selon les informations du *Monde*, Fabien Clain avait déjà menacé le Bataclan en 2009 en raison du sionisme supposé de ses propriétaires. [...] Cette salle de spectacle, dont les propriétaires à l'époque sont juifs, organisait chaque année un concert de soutien en faveur de Magav, la police des frontières israélienne, qui déclenchait l'ire de plusieurs associations et de groupuscules radicaux. » (*Md.*, 18/11/2015)

⁹ Voir dans le *Md.*, 24/12/2015, Me Marchand, avocat belge spécialisé dans les dossiers de terrorisme.

¹⁰ *Md.*, 19/11/2015.

¹¹ *Md.*, jeudi 24/12/2015 ; *Md.*, 17/11/2015.

¹² *Md.*, 12/12/2015 ; *Md.*, 24/12/2015.

d'autant plus redoutable qu'elle est présentée comme commandée de l'extérieur¹ et actualisant une violence désignée comme inédite².

L'inexplicable radicalisation

Dernier trait convergeant de l'élucidation des motivations de la violence, cette dernière se trouve inscrite – en dépit des éléments précédemment proposés – dans le registre de l'inexplicable. La mise en scène de cet inexplicable prend pour cadre le milieu familial : « c'est la grande différence avec les cas de jeunes Palestiniens [...], les parents musulmans des radicaux français ne comprennent pas la révolte de leur progéniture. »³

Cette incompréhension conduit à convoquer le schéma de la « solution de continuité » pour rendre compte de ces actes, alors même que les sciences sociales ont souligné la pertinence de l'hypothèse processuelle de continuité, du « pas à pas » (voir Collovald et Gaïti, 2006, p. 32 et 41 ; Sommier, 2008) ou des petits basculements. Mise en perspective à partir du témoignage du père d'A. Abaaoud, la « solution de continuité » paraît plausible : « “*tout à coup*, il est parti pour la Syrie.” »⁴ Les témoignages recueillis auprès des proches convergent⁵. La solution de continuité ou absence d'explication semble confirmée par les experts : « Une grande partie d'entre eux a fait un passage en prison. *Et puis un beau matin*, ils se sont (re)convertis, en choisissant l'islam salafiste [...] »⁶.

Là encore, la radicalisation intervient comme label pour qualifier cette solution de continuité. Elle est présentée comme un motif explicatif – pourtant dépourvu d'une telle fonction : « D'après son père, [...] la radicalisation d'Abdelhamid Abaaoud a démarré très vite après sa sortie, en septembre 2012, de l'établissement pénitentiaire de Forest. »⁷ Ou encore :

« Les jeunes convertis par définition adhèrent, quant à eux, à la “pure” religion [...]. Bref, rien ne sert de leur offrir un “islam modéré”, c'est la radicalité qui les attire par définition. Le salafisme n'est pas seulement une question de prédication financée par l'Arabie saoudite, c'est bien le produit qui convient à des jeunes en rupture de ban. »⁸

3.2 DIVERGENCES

Au-delà des convergences descriptives et de certains motifs convoqués par la presse, aussi bien dans les années 1980 que 2010, pour expliquer des actes qualifiés de terroristes, les événements de novembre ont suscité de nouvelles approches. En premier lieu, *Le Monde* a proposé des portraits des principaux protagonistes A. Abaaoud, F. Clain, H. Aït Boulahcen, les frères Abdeslam, Reda H., Jawad Bendaoud⁹. La principale divergence tient dans la

¹ *Md.*, 26/01/2016 ; propos cités de F. Hollande (*Md.*, 17/11/2015).

² *Md.*, 1/12/2015.

³ *Md.*, 20/11/2015. Le père d'A. Abaaoud déclare : « “[...] *Je me suis demandé tous les jours pour quelle raison il s'était radicalisé à ce point. Je n'ai jamais reçu de réponse.*” » (*Md.*, 18/11/2015)

⁴ *Md.*, 18/11/2015 ; nous soulignons.

⁵ « Les articles des journalistes se ressemblent étonnamment : après chaque attentat, on va enquêter dans l'entourage du meurtrier, et partout c'est “l'effet surprise” [...] » (*Md.*, 25/11/2015).

⁶ *Md.*, 25/11/2015.

⁷ *Md.*, 20/11/2015 ; *Md.*, 18/11/2015 ; pour J. Bendaoud, *Md.*, 24/12/2015.

⁸ *Md.*, 25/11/2015 ; « Quant aux convertis, ils choisissent l'islam parce qu'il n'y a que ça sur le marché de la révolte radicale [...] » (id.).

⁹ Voir *Md.*, 18/11/2015 ; *Md.*, 19/11/2015 ; *Md.*, 23/11/2015 ; *Md.*, 24/11/2015 ; *Md.*, 7/01/2016. Reda H. : *Md.*, 24/12/2015. S'y ajoute le portrait de Malika El-Aroud qui, en dépit des convictions qu'elle affiche, est

peinture et l'évocation de la violence récurrentes dans le quotidien¹. Ayant peu d'informations sur A. Abaaoud, la vidéo dans laquelle il se met en scène en Syrie² est constamment mentionnée. L'ambition de « Faire un “maximum de victimes” »³ tient lieu d'explication des actes commis, la violence étant présentée, à la fois comme une caractéristique inhérente de ces groupes, et d'un genre nouveau. Elle est « la violence la plus décomplexée »⁴, une « violence moderne »⁵. L'article du 31 décembre 2015 adopte le genre du récit, détaillant, minute par minute, la soirée du 13 novembre. Il constitue un modèle dans la mise en scène de cette violence, dont la vocation n'est aucunement explicative, sauf à considérer qu'elle serait par elle-même une justification des actes commis, ce que dément la suite du même article.

À l'inverse, des approches contemporaines du terrorisme, telles celle développée par Megargee (1993), y voient une forme de violence instrumentale plutôt qu'intrinsèque. Elles suggèrent que l'objectif premier du terroriste n'est pas de blesser ni de déployer une passion de la violence meurtrière (“heat of passion” violence). Son objectif premier est politique. La violence et la terreur assumées le sont au nom de buts politiques, au même titre que les États-nations ont recours à la guerre pour atteindre des buts politiques, lorsque la diplomatie a échoué (Jenkins, 1983). Seules de fortes convictions idéologiques ou religieuses permettent aux auteurs de violence d'endosser que la fin justifie les moyens.

Conclusion

L'étude du discours médiatique, concernant des personnalités aussi différentes que celle de Jean-Marc Rouillon ou d'Abdelhamid Abaaoud, ainsi que des organisations auxquelles ils se rattachent, a permis de mettre en évidence des points communs dans le traitement par de grands quotidiens français de la figure du « terroriste ». Quatre paradigmes sont privilégiés. L'approche psychologisante intervient comme un motif explicatif de premier plan. Les épistémologies implicitement ou explicitement convoquées tendent à majorer le facteur individuel, la personnalité, à travers des analyses à vocation psychologique. La fascination constitue ainsi l'un des motifs privilégiés d'explication de l'assassinat politique à travers le temps. Un deuxième paradigme prétend expliquer la violence politique en la résorbant dans la criminalité de droit commun : délinquance et criminalité seraient les ressorts d'une violence qui se veut politique. Un troisième paradigme mobilise la référence à un danger venant de l'étranger et manipulant les forces intérieures. Enfin, le script de l'irrationnel et de l'inexplicable viennent rendre raison de la violence terroriste. Une forme d'intelligibilité se voit réintroduite par les media à travers la désignation de la solution de continuité, labellisée sous le vocabulaire de la « radicalisation »⁶. À l'inverse, la presse tend à ignorer les « rétributions symboliques » de la violence (Taylor et Horgan, 2006, p. 588 ; Huët, 2015, p. 70) ou encore les approches en termes de choix rationnel et de stratégie. Le renvoi aux idéologies procède par étiquetage – « anarchistes », « communistes révolutionnaires » pour AD ; islam radical, salafisme pour Abaadoud – ce qui ne constitue pas par soi-même une explication, sauf à considérer qu'existe un rapport analytique entre idéologie radicale et violence politique, ce qu'une partie des sciences sociales récuse (voir Dorronsoro et Grojean, 2004). Si la presse analysée contribue à véhiculer l'idée commune d'un lien immédiat entre le

peinte, conformément à des stéréotypes de genre, en femme fatale, « pasionaria de la “cause”, [...] surnommée “la veuve noire” » (*Md.*, 24/12/2015).

¹ L'image choc, à l'époque d'AD, était celle du corps inanimé de Georges Besse (*Paris Match*, 28/11/1986).

² Abaaoud, « posant au volant de son pick-up qui remorque des cadavres » (*Md.*, 17/11/2015).

³ *Md.*, 18/11/2015.

⁴ *Md.*, 17/11/2015. Voir aussi la mention de l'ultraviolence (*Md.*, 26/01/2016).

⁵ *Md.*, 25/11/2015.

⁶ On trouve ainsi 62 documents avec « Action directe » et « radicalisation » dans Europresse.

degré de radicalité et le passage à la violence, l'étude du fonctionnement des organisations clandestines par les sciences sociales souligne les usages ponctuels de la violence ainsi que les médiations entre radicalité et violence, notamment à travers la relation de ces organisations à l'État.

Ces épistémologies, partiellement écartées par les sciences sociales, empêchent la presse comme l'opinion publique de comprendre l'émergence de ces phénomènes de violence, dans la mesure où les raisons en sont attribuées à la folie ou à « l'étranger », et du fait que les causes sociales ou structurelles en sont souvent rapidement évincées. Alors que les travaux scientifiques insistent sur la processualité des phénomènes de radicalisation, la presse tend à présenter les passages à l'acte sur les personnes, en particulier perpétrés au nom de l'EI, comme des événements survenant sans raison ni explication. Dans le meilleur des cas, sont identifiés des lieux où des processus adviennent (la prison, les mosquées, les groupes d'extrême gauche). Ce qui est donné pour se manifestant sans raison paraît dès lors inexplicable, et ce qui est inexplicable est facilement résorbé dans une forme d'irrationalité (folie meurtrière, folie vengeresse). Ce procédé a non seulement pour effet d'identifier folie et violence¹ mais interdit de saisir et de comprendre les raisons véritables de ces actes, conformément à une stratégie discursive également mise en œuvre dans les discours de l'exécutif français (voir Guibet Lafaye, 2016).

Références

- Abelson R.P., « Script processing in attitude formation and decision making », in J.S. Carroll et J.W. Payne, *Cognition and social behavior*, Hillsdale (NJ), Erlbaum, 1976.
- Action Directe, « Pour un projet communiste », mars 1982.
- André Morgane, « Les représentations sociales du politique : une analyse sémantique de l'idéologie nationale fédéraliste québécoise durant les deux périodes référendaires », Thèse, Univ. de Montréal, 2008.
- Angenot M., *Rhétorique de l'anti-socialisme. Essai d'histoire discursive. 1830-1917*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2004.
- Bandura A., *Aggression: A social learning analysis*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1973.
- Bandura A., *Social learning theory*, Englewood Cliffs (NJ), Prentice-Hall, 1977.
- Berelson B., *Content analysis in communication research*, New York, The Free Press, 1952.
- Bozarslan H., « Le nationalisme kurde, de la violence politique au suicide sacrificiel », *Critique internationale*, 4/2003, n° 21, p. 93-115.
- Braud P., « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures & Conflits*, 09-10, printemps-été 1993, mis en ligne le 16 janvier 2002. URL : <http://conflits.revues.org/406>
- Braud P., *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2004.
- Brinton C., *Anatomy of a Revolution* [1938], New York, Vintage Books, 1965.
- Bronner G., « Fanatisme, Croyance axiologique extrême et rationalité », *L'Année sociologique*, 51, n°1, 2001, p. 137-160.
- Bugnon F., « La violence politique au prisme du genre à travers la presse française (1970-1994) », Thèse soutenue le 9 novembre 2011, sous la direction de Christine Bard, Université d'Angers, 677 pages.
- Carey S., « Are children fundamentally different kinds of thinkers and learners than adults? », in S. Chipman, J. Segal et R. Glaser (dir.), *Thinking and learning skills*, vol. 2, Hillsdale (NJ), Erlbaum, 1985a, p. 485-517.

¹ Ce qui a des effets stigmatisants sur les personnes souffrant de troubles mentaux (voir Tassone-Monchicourt *et al.*, 2010).

- Carey S., « Cognitive science and science education », *American Psychologist*, 41, 1986, p. 1123-1130.
- Carey S., *Conceptual change in childhood*, Cambridge (MA), MIT Press, 1985b.
- Castel R., *La gestion des risques : de l'antipsychiatrie à l'après psychanalyse*, Paris, Éditions de Minuit, 1981.
- Catanzaro R. (dir.), *The Red Brigades and Left-Wing Terrorism in Italy*, Londres, Printer, 1991.
- Chaiken S., « Heuristic versus systematic information processing and the use of source versus message cue information in persuasion », *Journal of Personality and Social Psychology*, vol. 39, n° 5, 1980, p. 752-766.
- Chakrabarty D., *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- Cobast É., *La terreur, une passion moderne*, Paris, Sirey, 2004.
- Collovald A. et B. Gaïti, « Questions sur une radicalisation politique », in A. Collovald et B. Gaïti (dir.), *La démocratie aux extrêmes*, Paris, La Dispute, 2006, p. 19-45.
- Cooper H.A., « The terrorist and the victim », *Victimology*, 1, 1976, p. 229-239.
- Crenshaw M., « The psychology of terrorism: An agenda for the 21st century », *Political Psychology*, 21, 2000, p. 405-420.
- Crenshaw M., « The subjective reality of the terrorist: Ideological and psychological factors in terrorism », in R.O. Slater et M. Stohl (dir.), *Current perspectives on international terrorism*, New York, St. Martin's, 1988, p. 12-46.
- Crenshaw M., « Current Research on Terrorism : The Academic Perspective », *Studies in Conflict and Terrorism*, vol. 15, 1992, p. 1-2.
- Crettiez X., « "High risk activism" : essai sur le processus de radicalisation violente (première partie) », *Pôle Sud*, 1/2011, n° 34, p. 45-60.
- Debray L. et al., *Paroles Directes. Légitimité, révolte et révolution : autour d'Action directe*, La Bussière, Acratie, 1990.
- Della Porta D., *Social Movements, Political Violence and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995.
- Demazière D. et C. Dubar, *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Paris, Nathan, 1997.
- Derrida J., entretien avec Giovanna Borradori, in G. Borradori (dir.), *Le « concept » du 11 septembre*, Paris, Galilée, 2003.
- Dorransoro G. et O. Grojean, « Engagement militant et phénomènes de radicalisation chez les Kurdes de Turquie », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], URL : <http://ejts.revues.org/198>, 2004.
- Fassin D. et R. Rechtman, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion, coll. Champs Essais, 2007.
- Feuer L., *The conflict of generations: The character and significance of student movements*, New York, Basic, 1969.
- Frau-Meigs D., 2006, *Qui a détourné le 11 septembre ?*, Bruxelles/Paris, De Boeck/Ina.
- Goffman E., *Encounters*, New York, Bobbs-Merrill Company, 1961.
- Guibet Lafaye C., « Interprétations politiques de la causalité terroriste », *Metabasis.it*, Frammenti 3, XI, n° 21, Univ. Insubria – Varese (Italie), mai 2016, DOI: 10.7413/18281567079. http://www.metabasis.it/articoli/21/21_Guibet%20Lafaye.pdf
- Gurr T.R., « Empirical research on political terrorism: The state of the art and how it might be improved », in R.O. Slater et M. Stohl (dir.), *Current perspectives on international terrorism*, New York, St. Martin's, 1988, p. 115-154.
- Hamon A. et J.-C. Marchand, *Action directe. Du terrorisme français à l'euroterrorisme*, Paris, Le Seuil, 1986.
- Horgan J., *Psychology of Terrorism*, Londres, Routledge, 2005.

Janes R.W., « Techniques for describing structure through newspaper analysis », *Social forces*, 1958, n° 37, p. 102-109.

Jenkins B., « Research in terrorism: Areas of consensus, areas of ignorance », in B. Eichelman, D. Soskis et W. Reid (dir.), *Terrorism: Interdisciplinary perspectives*, Washington (DONC), American Psychiatric Association, 1983, p. 153-177.

Kampf Herbert A., « Terrorism, the Left Wing, and the Intellectuals », *Terrorism*, vol. 13, 1990. p. 23-51.

Kent I. et W. Nichols, « The psychodynamics of terrorism », *Mental Health & Society*, 4, 1977, 108.

Krueger A.B. et J. Maleckova, *Education, Poverty, Political Violence and Terrorism : Is there a Causal Connection ?*, Cambridge, National Bureau of Economic Research, 2002.

Lars Erslev A., « Terrorisme et contre-radicalisation : le modèle danois », *Politique étrangère*, 2015/2 (Été), p. 173-183.

Laswell Harold D., « The politically significant content of the press: coding procedure », *Journalism Quarterly*, n° 19, 1942, p. 12-23.

Laville Frédéric, « La cognition située. Une nouvelle approche de la rationalité limitée », *Revue économique*, vol. 51, n° 6, 2000, p. 1301-1331.

Lebas Mireille et Jean-François Brieu, *L'analyse de contenu systématique de bibliographie*, Université de Bordeaux III, ILTAM-MSH, n° 9-10, 1978.

Luhmann N., « Complexité de la société et opinion publique », *Tracés*, 3/2015, n° 29, p. 165-180.

Martinez L., « Structures, environnement et basculement dans le jihadisme », *Cultures & Conflits*, 69 | 2008, p. 133-156. <http://conflits.revues.org/10912>

Mathieu L., « Des mouvements sociaux à la politique contestataire : les voies tâtonnantes d'un renouvellement de perspective », *Revue française de sociologie*, 3/2004, vol. 45, p. 561-580.

McCauley C., « Psychological issues in understanding terrorism and the response to terrorism », in C. Stout (dir.), *The Psychology of Terrorism: Theoretical understandings and perspectives*, Westport, Praeger, 2002.

Megargee E.I., « Aggression and violence », in H.E. Adams et P.B. Sutker (dir.), *Comprehensive handbook of psychopathology*, 2^{ème} ed., New York, Plenum, 1993, p. 617-644.

Meyer Th., « Le modèle de Traitement Heuristique Systématique de l'information : motivations multiples et régulation du jugement en cognition sociale », *L'année psychologique*, vol. 100, n° 3, 2000, p. 527-563.

Moghaddam F.M., « A staircase to terrorism: A psychological exploration », *American Psychologist*, 60(2), 2005, p. 161-169.

Mucchieli R., *L'analyse de contenu des documents et des commentaires*, Paris, Collection Formation permanente en science humaine, 1991.

Muller Edward et Mitchell A. Seligson, « Inequality and Insurgency », *American Political Science Review*, 82 (2), June 1987, p. 425-451.

Murer Jeffrey S., « La terreur des opprimés – Un examen comparatiste des réponses au terrorisme », *Topique*, vol. 2, 2003, n° 83, p. 13-21.

Negura Lilian, « L'analyse de contenu dans l'étude des représentations sociales », *SociologieS* [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 22 octobre 2006, <http://sociologies.revues.org/993>.

Nikolski V., « Le moment escapist. Militantisme et production théorique dans une conjoncture de crise. Deux mouvements de jeunesse radicaux (NBP et ESM) dans la Russie contemporaine », Thèse de doctorat, Paris I, 2010.

Olson M., *Logique de l'action collective* [1965], tr. fr., Paris, PUF, coll. Sociologies, 1987.

Perez Agote A., « Prophétie auto-accomplie et deuil non résolu », in Crettiez X. et Mucchielli L., *La violence politique en Europe*, Paris, La Découverte, 2010.

- Post J., « “It’s us against them”: The group dynamics of political terrorism », *Terrorism*, 10, 1987, p. 23-35.
- Post J., « Hostilité, conformité, fraternité: The group dynamics of terrorist behavior », *International Journal of Group Psychotherapy*, 36, 1986, p. 211-224.
- Post J., « Notes on a psychodynamic theory of terrorist behavior », *Terrorism: An International Journal*, 7, 1984, p. 241-256.
- Post J.M., « Notes on a Psychodynamic Theory of Terrorist behaviour », *Terrorism*, vol. 7, 1984, p. 241-256.
- Rapin A.J., « L’objet évanescent d’une théorie improbable : le terrorisme et les sciences sociales », *Cahiers du Réseau Multidisciplinaire d’Études Stratégiques*, 5(1), p. 165-213, 2008.
- Rasch W., « Psychological Dimensions of Political Terrorism in the Federal Republic of Germany », *International Journal of Law and Psychiatry*, vol. 2, 1979, p. 79-80.
- Ruby C., « Are Terrorists Mentally Deranged ? », *Analyses of Social Issues and Public Policy*, vol. 2, 2002, p. 15-26.
- Runciman W.G., *Relative deprivation and social justice*, Londres, Routledge Kegan Pau, 1966.
- Saper B., « On learning terrorism », *Terrorism*, 11, 1988, p. 13-27.
- Schimel A., *L’expérience des Brigades Rouges de 1968 à 1978. Analyse de l’échec d’une politique de rupture et d’une conception réductrice du conflit*, thèse de doctorat en science politique sous la direction de Jacques Michel, IEP de Lyon-Université Lumière-Lyon II, 1997, 2 vol., 669 p.
- Sanchez-Cuenca Ignacio, « Terrorism and the State », in Victor Nee, Tomas Snijders, Rafael Wittek (dir.), *Handbook of Rational Choice Social Research*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 381-410.
- Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, coll. Contester, Presses de Sciences Po, 2008.
- Sommier I., « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, p. 15-35.
- Stotland E. et L.K. Canon, *Social psychology: A cognitive approach*, Philadelphia (Pa), Saunders, 1972.
- Strentz T., « The terrorist organizational profile: A psychological role model », in Y. Alexander et J. Gleason (dir.), *Behavioral and quantitative perspectives on terrorism*, New York, Pergamon, 1981, p. 86-104.
- Taylor M. et J. Horgan, « A Conceptual Framework for Addressing Psychological Process in the Development of the Terrorist », *Terrorism and political violence*, 18, 4, 2006, p. 585-601.
- Thomas C., « Formation et socialisation : un projet de contre-société », in Mervin S., *Le Hezbollah*, Paris, Actes sud, 2008.
- Tilly C., *From Mobilization to Revolution*, Londres, Addison-Wesley Publishing Company, 1978.
- Tilly Charles, « Terror, Terrorism, Terrorists », *Sociological Theory*, vol. 22, n° 1, « Theories of Terrorism: A Symposium », Mar. 2004, p. 5-13.
- Tsoukala A., « Au nom du 11 Septembre. La presse face au terrorisme en France et en Grande-Bretagne », 2011. <http://lmsi.net/Au-nom-du-11-Septembre>
- Turney Peter D. et Michael L. Littman, « Measuring Praise and Criticism: Inference of Semantic Orientation from Association », 2003, <https://arxiv.org/ftp/cs/papers/0309/0309034.pdf>
- Turr Ted, *Why Men Rebel*, Princeton (N.J.), Princeton Univ. Press, 1970.
- Victoroff J. et A.W. Kruglanski (dir.), *Psychology of Terrorism. Classic and Contemporary Insights*, New York, Psychology Press, 2009.
- Weber Max, *Le Savant et le Politique [1917-1919]*, Paris, Plon, 1959.
- Wiktorowicz Q. (dir.), *Islamic Activism : A Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

Wood W., C.A. Kallgren et R.M. Priesler, « Access to attitude-relevant information in memory as a determinant of persuasion: The role of message attributes », *Journal of Experimental Social Psychology*, 21, 1985, p. 73-85.

Yon K., « Modes de sociabilité et entretien de l'habitus militant. Militer en bande à l'AJS-OCI », *Politix*, 2005, n° 70, p. 137-167.

Annexe

Extrait de la description sémantique de cinq paradigmes interprétatifs chez A. Abaaoud

1	Paradigmes	Occurrence	Mots								
2	Social	247		33							
3	Politique	288		43							
4	Psychologisant	1539		135							
5	Religion	1593		46							
6	Droit commun	2333		90							
7	Exogène	3062		82							
8											
9	<i>Psychologisant</i>		<i>Social</i>		<i>Exogène</i>		<i>Politique</i>		<i>Droit commun</i>		<i>Islam</i>
10	admiration	1	bourgeois	1	kadhafi	1	activiste	1	cambricoleur	1	takfirisme
11	admirer	1	bourgeoisie	1	koweït	1	colonisation	1	délictuelles	1	takfirisme
12	affect	1	discrimination	1	oultre_atlantique	1	communisme	1	mitrailleuse	1	wahhabites
13	affectif	1	exploité	1	postcoloniale	1	communiste	1	narcoquique	1	hijra
14	alcoolémie	1	injustice	1	propalestinien	1	intifada	1	néobandits	1	islamisation
15	alcoolique	1	islamophobe	1	yougoslave	1	moudjahidins	1	semi_automate	1	mecque
16	crétin	1	islamophobie	1	yougoslavie	1	mujahidin	1	toxico	1	mécraances
17	délire	1	précaire	1	alaouites	2	progressiste	1	toxicologique	1	sunnite
18	démontiel	1	relégation	1	chiite	2	révolter	1	ultraviolet	1	théologie
19	dévotion	1	sociétal	1	dubaï	2	révolterait	1	armurerie	2	théologique
20	fanatisme	1	socio_éconon	1	hezbollah	2	théorisé	1	artificier	2	islamic
21	frivole	1	stigmatisation	1	irakiennes	2	utopie	1	balistique	2	islamo
22	hystérie	1	stigmatisé	1	iranien	2	utopiste	1	cambricoleur	2	jihadisme
23	marginal	1	stigmatisées	1	israël	2	géopolitique	2	codétenu	2	islamophobe
24	médico_psycho	1	intracommun.	2	karachi	2	guantanamo	2	criminologue	2	islamophobie
25	mélancolique	1	précarité	2	taliban	2	marxiste	2	falcone	2	islamologue
26	narcissique	1	communautar	3	tchéchénie	2	moudjahid	2	fusil_mitraille	2	sharia
27	narcissiquemen	1	grigny	3	yéménite	2	moudjahidine	2	lance_roquett	2	wahhabisme
28	psychique	1	opprimé	3	yéménite	2	révolution	2	mafia	2	catholique
29	psychologie	1	stigmatiser	3	aqmi	3	socialisme	2	mafieux	2	fondamentalis
30	psychologiser	1	syndicaliste	3	diaspora	3	tiers_mondist	2	méfait	2	mécraance
31	psychopathie	1	pauvreté	4	mali	3	totalitaire	2	mercenaire	2	taqiya
32	surmoi	1	travailleur	4	mossad	3	totalitarisme	2	pistolet_mitra	2	salafisme
33	surmoïque	1	chômage	5	pakistano	3	ultragauche	2	poignarder	2	salafistes
34	tempérament	1	communautar	6	palestine	3	activisme	3	relaxer	2	islamisme
35	traumatique	1	ouvrier	7	somalie	3	frontistes	3	toxicomane	2	charia
36	traumatisant	1	salarié	7	tunise	3	guérilla	3	toxique	2	coran
37	tristesse	1	exploitation	11	bagdad	4	moudjahidin	3	braquer	3	salafiste
38	virilité	1	exploiter	11	liban	4	nationaliste	3	clandestineme	3	jihad
39	admirateur	2	emploi	15	beyrouth	5	prosélytisme	3	hallucinogène	3	djjhadisme
40	alcoolisé	2	employé	18	damas	5	politologue	4	trafiquer	3	mosquée
41	charismatique	2	banlieue	59	rwandais	5	radicalité	5	contrefaçon	4	jihadistes
42	débile	2	social	67	sahel	5	idéologique	6	haschich	4	jihadiste
43	déraper	2		247	qaïda	6	pc	7	multirécidivis	4	islam
44	dériver	2			rif	6	engagement	8	récidiviste	4	djjhad
45	désespéré	2			tchéchéne	6	idéologie	9	snipeurs	4	musulman

Le tableau ci-dessus récapitule, sur le cas d'A. Abaaoud, les occurrences des cinq paradigmes épistémiques précédemment décrits, dans les articles de presse, le nombre de mots dont ces paradigmes sont constitués ainsi que le nombre d'occurrence de ces mots dans le corpus.